

ARABIE SAOUDITE

Étude réalisée dans le cadre
de la mission économique
conjointe présidée par
S.A.R. la Princesse Astrid,
Représentante de S.M. le Roi
14 > 21 mars 2014



agence pour le
commerce extérieur

PRÉFACE

Selon l'OCDE, l'Arabie saoudite ferait partie des pays qui vont s'enrichir le plus dans les prochaines décennies. Son produit intérieur brut croîtrait annuellement en moyenne de 4,2 % d'ici 2030, puis de 2,4 % jusqu'en 2060.

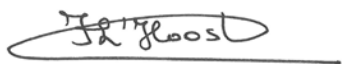
Mine ou puits d'or noir de renom, les superlatifs ne manquent pas pour caractériser le royaume et sa principale ressource. Membre fondateur de l'OPEP, il est le premier producteur de pétrole au monde, de surcroît le premier exportateur, et abrite également la deuxième plus vaste réserve de la planète. Ce business lucratif contribue aujourd'hui à la majeure partie de son PIB.

Indépendamment des oléoducs et des raffineries, la diversification de l'activité économique du pays est affichée comme une des priorités du gouvernement. Les secteurs pharmaceutique, de la construction ou encore de l'énergie se développent progressivement et se révèlent un potentiel alléchant pour les investisseurs étrangers.

Les autorités s'attellent à un second défi : la lutte contre le chômage. Une politique de saoudisation incitative est en marche, parallèlement à une réforme du système éducatif, dans l'espoir de garantir un avenir professionnel à la jeunesse locale.

Epargné par les tensions sociales du Printemps arabe sévissant dans les pays voisins et par l'incertitude des échanges mondiaux, l'environnement macroéconomique de l'Arabie saoudite apparaît relativement sain. La population et son pouvoir d'achat croissants laissent entrevoir des opportunités alléchantes pour nos investisseurs.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux, l'Agence wallonne à l'exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment and Trade, organise cette mission princière. Nous sommes convaincus que celle-ci constituera pour nos entreprises une excellente occasion de faire étalage de leur savoir-faire et de faire valoir tous leurs atouts sur le marché saoudien.



Fabienne L'Hoost

Directeur général adjoint



Marc Bogaerts

Directeur général



EXECUTIVE SUMMARY

Première économie du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite affiche des perspectives de croissance solide, avec une moyenne annuelle de 4,9 % pour la période 2014-2017, poussées par la consommation et les investissements, privés comme publics. La générosité de ces derniers est liée au succès de l'or noir, qui endosse un rôle incontournable en garantissant à lui seul 80 % des revenus de l'Etat. Conformément aux objectifs du 9^e plan de développement (2010-2014), la diversification de l'économie est en marche et le gouvernement ambitionne de doubler la contribution de l'industrie à 20 % du PIB pour 2020.

Les recettes pétrolières croissantes ont permis au pays d'adopter en 2013 le budget le plus important de son histoire, culminant à 221 milliards d'EUR et prévoyant des dépenses 19 % plus élevées qu'en 2012. Une partie conséquente est allouée à des projets d'infrastructures, mais également aux domaines de la santé et de l'éducation.

L'inflation saoudienne est actuellement sous contrôle ; elle est estimée à 3,8 % pour 2013. Les prix des biens de première nécessité sont restés à des niveaux acceptables. La SAMA, banque centrale saoudienne, maintient son taux directeur inchangé depuis bientôt cinq ans, alors que les taux d'intérêt suivent l'évolution américaine. Notre euro s'apprécie par rapport au riyal saoudien, lui-même arrimé au dollar à 3,75 contre 1 dans un régime de parité fixe.

Le chômage représente un défi majeur pour le pays. Trois quarts des Saoudiens ont moins de 30 ans et un tiers de ces jeunes demeurent sans emploi. Un programme intensif de « saoudisation » a été lancé dans le but d'encourager les entreprises du royaume à recourir à des travailleurs locaux plutôt qu'à des expatriés. Il prévoit notamment des quotas et un salaire minimum. En amont, le système éducatif saoudien subit une

profonde refonte afin de pouvoir fournir la main-d'œuvre suffisamment qualifiée dont l'économie a besoin.

Le solde confortablement positif de la balance commerciale est attribué aux exportations de pétrole et de produits dérivés. Les clients principaux de l'Arabie saoudite sont les Etats-Unis et les grandes puissances asiatiques. Les importations vont croissant, suite à l'augmentation du pouvoir d'achat du peuple saoudien. L'Union européenne est leur second fournisseur, après les pays asiatiques. L'intensification des relations commerciales avec la Belgique depuis la dernière mission économique princière en 2009 prouve l'adéquation de nos produits et technologies avec les besoins du marché saoudien.

Le pays reste le premier récipiendaire d'investissements directs étrangers du Moyen-Orient, même s'il subit un ralentissement, conformément à la tendance mondiale. L'attractivité de l'Arabie saoudite s'affirme au fur et à mesure de la libéralisation des échanges et de l'accessibilité de plus en plus généralisée aux IDE pour de nombreux secteurs.

Trois secteurs-clés seront privilégiés au cours de cette mission : la construction, les énergies renouvelables et les soins de santé.

Le secteur de la construction est en plein essor. La modernisation des infrastructures de transport fait l'objet des priorités du gouvernement, une nécessité stratégique au vu de l'afflux touristique, mais surtout de l'intensification des relations commerciales. Les réseaux routier, ferroviaire, portuaire et aérien subissent des travaux d'expansion afin d'augmenter leurs capacités et leur efficacité.

Deuxièmement, le secteur de l'énergie présente plusieurs défis. Pétrole et gaz dominant sans

partage le mix énergétique du royaume. Membre fondateur de l'OPEP, l'Arabie est le premier exportateur et producteur de pétrole au monde. Afin de principalement consacrer les hydrocarbures à l'exportation, le pays, par ailleurs de plus en plus énergivore, se tourne vers les sources renouvelables. Le gouvernement s'est fixé comme objectif de générer 50 % de la production électrique via des énergies alternatives d'ici 2020, en installant une capacité de 54 GW. La problématique de l'eau, denrée rare dans le vaste désert couvrant le territoire, est également cruciale.

Enfin, poussé par l'évolution démographique, le secteur médical prend lui aussi de l'importance en Arabie saoudite. Le pays jouit d'une réputation plutôt flatteuse concernant l'avancée technologique de ses soins de santé. Les ressources octroyées au fonctionnement du réseau hospitalier, certes encore en dessous de la moyenne de l'OCDE, progressent depuis quelques années. Stimulée par un pouvoir d'achat croissant, l'activité pharmaceutique est en quête d'expertise pour développer des compétences locales.

Après l'analyse des principaux indicateurs macroéconomiques, nous étudierons les trois secteurs précités, parmi les plus dynamiques en Arabie saoudite. Une section sera également consacrée à quelques réussites récentes d'entreprises belges dans le royaume.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	3
EXECUTIVE SUMMARY	5
1. DONNÉES GÉNÉRALES	8
2. DONNÉES ÉCONOMIQUES	12
2.1 INDICATEURS CLÉS	14
2.1.1 PIB	14
2.1.2 Inflation et taux d'intérêt	17
2.1.3 Taux de change	19
2.1.4 Emploi	20
2.1.5 Dette publique	21
2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR	22
2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	26
2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE	28
2.4.1 Appréciation du risque selon le Groupe Credendo	28
2.4.2 Autres indicateurs de risque	30
3. ANALYSE SECTORIELLE	32
3.1 INFRASTRUCTURES ET LOGISTIQUE	34
3.1.1 Le boom de la construction	34
3.1.2 Le transport	35
3.2 ÉNERGIE	40
3.2.1 La dépendance aux énergies fossiles	40
3.2.2 L'ouverture aux énergies alternatives	43
3.2.3 L'or bleu, précieux au pays de l'or noir	45
3.3 SOINS DE SANTÉ	46
4. RÉUSSITES RÉCENTES	50
COPRABEL	52
VIGAN	53
BESIX	54
SOLVAY	55
AGFA HEALTHCARE	56
KATOEN NATIE	57
5. ADRESSES UTILES	58
5.1 EN BELGIQUE	60
5.2 EN ARABIE SAOUDITE	61
5.3 SITES À CONSULTER	62
6. SOURCES	64



SAUDI ARABIA

Riyadh

Medina

Mecca

Jeddah

PT
Luxor

Aswân
claimed
by Sudan

Nubian
Desert



1

DONNÉES GÉNÉRALES



L'Arabie saoudite est une monarchie de type absolu. Le système judiciaire est basé sur la loi islamique. Le roi Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud est à la tête du système légal et dirige le gouvernement. Il est également le commandant en chef de l'armée. Le pays est subdivisé en 13 provinces et sa capitale est Riyad.

Le territoire compte 27 millions d'habitants, dont environ 5,6 millions d'étrangers. 90 % des Saoudiens ont une origine arabe, alors que 10 % sont afro-asiatiques. Au classement des villes les plus peuplées, se trouvent la capitale Riyad (4,7 millions d'habitants), Jeddah (3,2 millions), La Mecque (1,5 million) et Médine (1,1 million). 477 expatriés Belges vivent en Arabie saoudite.

La population est très jeune, avec une moyenne d'âge de 26 ans. L'espérance de vie s'élève à 73 ans pour les hommes et 77 ans pour les femmes.

Le pays compte 42,9 % de femmes et 57,1 % d'hommes.

La langue officielle est l'arabe. L'anglais est la seconde langue et la plus utilisée pour communiquer dans les affaires ainsi qu'avec les étrangers.

L'unique religion du pays est l'islam. Deux catégories de musulmans se distinguent : les sunnites (85 %) et les chiites (15 %).

La superficie de l'Arabie saoudite est d'environ 2,2 millions de km², soit 70 fois la Belgique, ce qui en fait le plus vaste pays du Moyen-Orient et le 13^e au monde. Ses côtes sont baignées par le Golfe Persique d'une part, et par la Mer Rouge d'autre part. Elle recouvre une grande partie de la péninsule arabique et partage ses frontières avec sept autres nations : la Jordanie, l'Irak, et le



Koweït au nord, le Yémen et Oman au sud, ainsi que les Emirats Arabes Unis et le Qatar à l'est.

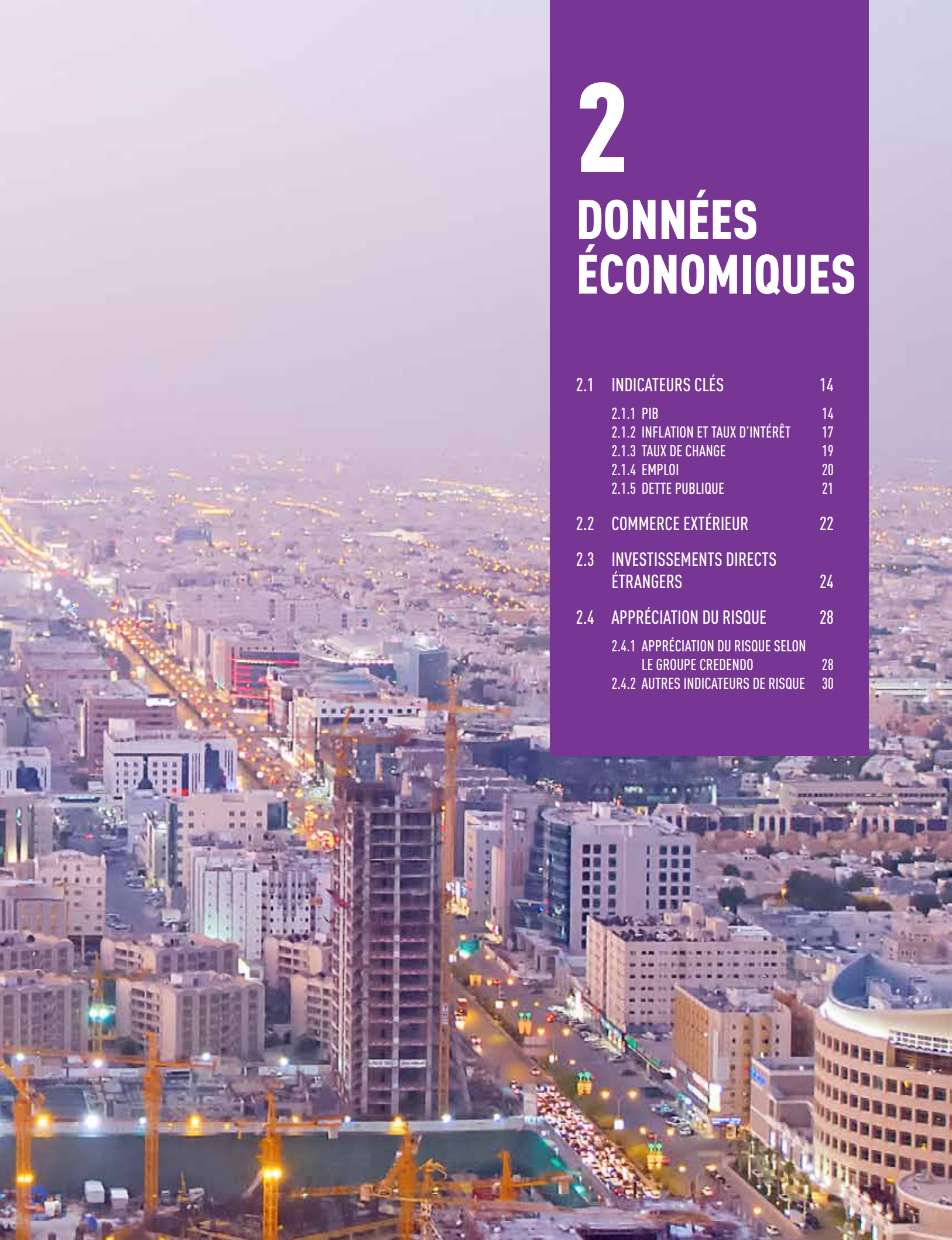
L'Arabie saoudite est l'un des pays les plus chauds au monde, caractérisé par un climat désertique, avec des températures très élevées la journée et une forte chute du mercure une fois la nuit tombée. Sur les côtes, il fait chaud et humide. Dans la capitale, le climat est chaud et sec en été, les températures pouvant monter jusqu'à 45° en moyenne (entre la mi-avril et octobre), alors qu'en hiver elles ne dépasseront pas 7°. Dans les régions montagneuses du nord, les températures diurnes très élevées contrastent avec les nuits fort fraîches.

Le riyal saoudien (SAR) est la monnaie nationale. Le 22 janvier 2014, un SAR valait 0,196963 EUR. Le prix du Big Mac, utilisé par l'hebdomadaire The Economist pour rendre compte du pouvoir

d'achat des différentes devises, est en moyenne de 2,67 USD en juillet 2013, contre 4,66 USD dans la zone euro et 4,56 USD aux Etats-Unis. Le pouvoir d'achat d'un dollar est donc plus élevé en Arabie saoudite.

L'Arabie saoudite affiche un indice de développement humain (IDH) de 0,782 et occupe la 57^e place sur 187 pays étudiés.



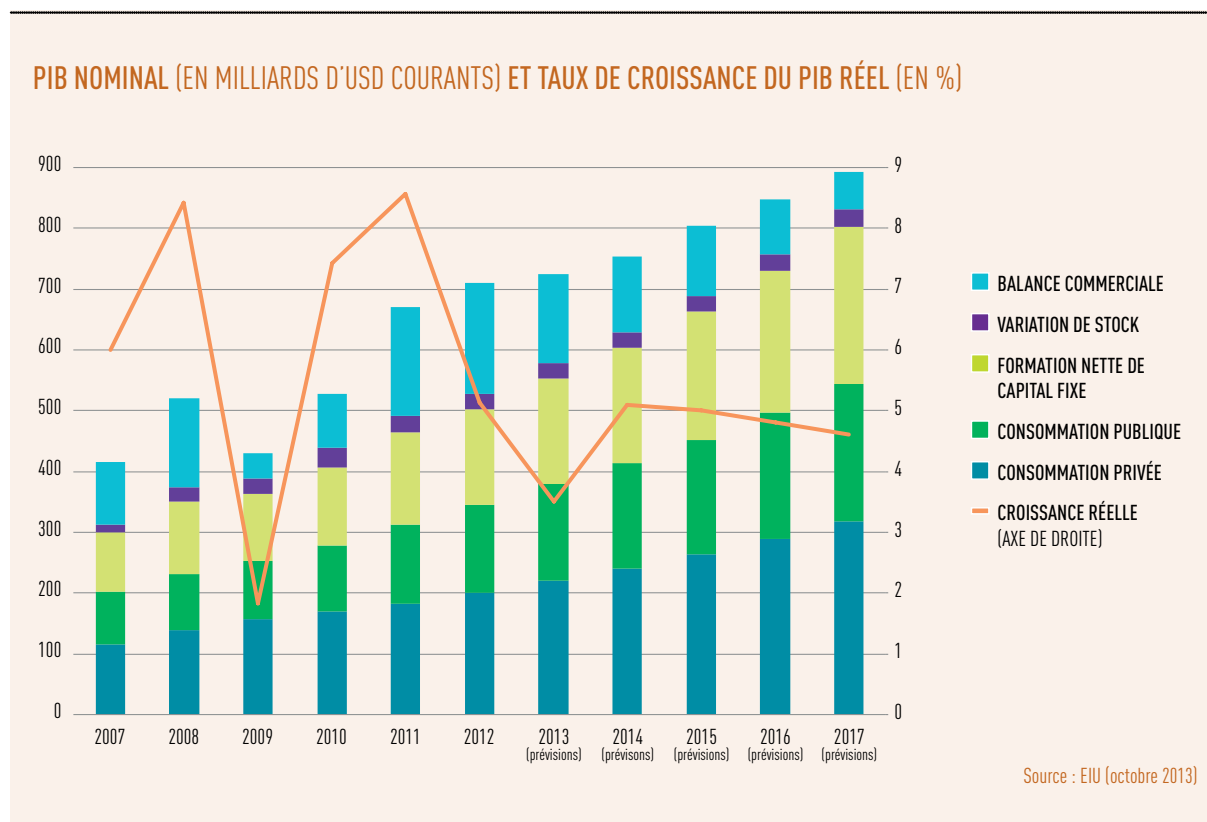


2

DONNÉES ÉCONOMIQUES

2.1	INDICATEURS CLÉS	14
2.1.1	PIB	14
2.1.2	INFLATION ET TAUX D'INTÉRÊT	17
2.1.3	TAUX DE CHANGE	19
2.1.4	EMPLOI	20
2.1.5	DETTE PUBLIQUE	21
2.2	COMMERCE EXTÉRIEUR	22
2.3	INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	24
2.4	APPRÉCIATION DU RISQUE	28
2.4.1	APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO	28
2.4.2	AUTRES INDICATEURS DE RISQUE	30

2.1 INDICATEURS CLÉS



2.1.1 PIB

Le produit intérieur brut ou PIB est l'indicateur numéro un pour diagnostiquer la santé économique d'un pays. En 2012, le PIB nominal saoudien au prix du marché s'élevait à 711,0 milliards d'USD. Le PIB annuel de 2013 atteindrait 725,2 milliards d'USD selon l'Economist Intelligence Unit.

Après avoir atteint un pic de 8,6 % en 2011 suite au rebond enregistré après la crise économique mondiale, la croissance réelle du pays a chuté à 5,1 % l'année suivante. Les experts prévoient à nouveau un recul à 3,5 % pour 2013, à cause du ralentissement enregistré dans les activités pétrolières fin 2012. Les deux premiers tri-

mestres de 2013 ont affiché des croissances de respectivement 2,1 % et 2,7 %. La seconde partie de l'année 2013 s'annonçait cependant sous de meilleurs auspices, et ce pour deux raisons.

Premièrement, la production de l'or noir a repris de plus belle ces derniers mois. Elle a atteint 9,8 millions de barils par jour en juillet 2013 selon l'IEA (International Energy Agency), soit son niveau le plus haut depuis octobre 2012. L'OPEP a même enregistré 9,95 millions de barils par jour pour le mois d'août. Cette augmentation s'explique plus par le ralentissement de la production libyenne que par une demande intérieure accrue.

Deuxièmement, la croissance de l'économie saoudienne, 4,5 % hors secteur pétrolier, s'avère solide. D'autres secteurs affichent en effet des progressions considérables au second trimestre : 6,5 % pour la construction ou 6,2 % pour le commerce de gros et de détail.

Pour les années suivantes, les investissements, privés comme publics, devraient assurer au pays une croissance conséquente : 4,9 % annuellement pour la période 2014-2017, selon l'EIU.

Les dépenses en capital du gouvernement devraient être consacrées à la construction d'écoles, d'hôpitaux et de logements.

Des investissements privés financeront des projets, planifiés ou déjà en cours, comme l'extension du réseau ferroviaire ou le métro de Riyad. Trois raffineries seront érigées, ainsi qu'un gigantesque complexe pétrochimique intégré à Sadara, des champs gaziers et une fonderie d'aluminium à Ras-al-Khair.

Des risques viennent cependant tempérer ces prévisions, en raison de la politique de saoudisation de plus en plus agressive (voir la section 2.1.4 Emploi). Le remplacement massif de travailleurs étrangers par des Saoudiens moins qualifiés ferait dans un premier temps baisser la productivité, tout comme la demande intérieure.

A travers son 9^e plan de développement (2010-2014), l'Arabie saoudite vise à améliorer le niveau de vie de ses citoyens, développer les ressources humaines, diversifier son économie et accroître sa productivité.

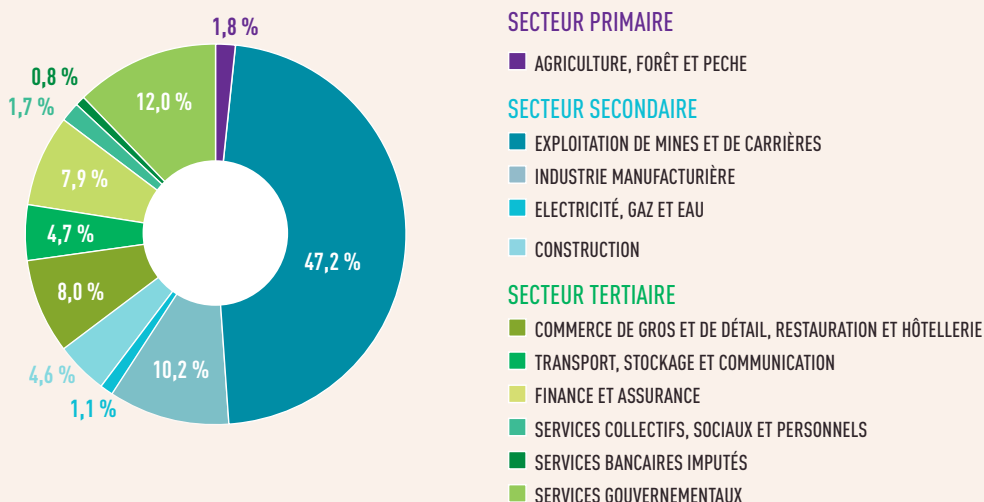
Grands objectifs macroéconomiques du 9^e plan de développement (2010-2014) :

- ◆ Increasing economic growth rates.
- ◆ Combating inflation and stabilizing prices.
- ◆ Maintaining stability of the exchange rate of the Riyal.
- ◆ Achieving balanced development in all regions of the Kingdom.
- ◆ Diversifying the structure of the national economy.
- ◆ Increasing contribution of the private sector to economic development.
- ◆ Increasing employment rates of Saudi labour.
- ◆ Raising efficiency of markets, particularly the Saudi stock market.
- ◆ Improving the balance of payments.
- ◆ Caring for the needy social groups.
- ◆ Strengthening economic integration with the states of the Gulf Cooperation Council in particular, with Arab states in general, and with friendly countries.

Source : Ministry of Economy and Planning

ANALYSE SECTORIELLE

COMPOSITION SECTORIELLE DU PIB 2013, EN %



Source : CDSI, Central Department of Statistics & Information (2013)

Le secteur primaire regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles.

Il représente moins de 2 % du PIB et emploie 4 % de la population. Les conditions géographiques et climatiques contraignent le pays à importer pour couvrir la majeure partie de ses besoins agricoles et agroalimentaires. La sécheresse est une problématique qui prend une ampleur croissante, la culture du blé menaçant les réserves aquatiques.

Le secteur secondaire englobe toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini.

Il représente 63 % du PIB saoudien et est dominé par les activités non manufacturières, dont l'extraction de pétrole. Le pays possède des réserves pétrolières parmi les plus importantes au monde

et il en est le plus grand producteur et exportateur. L'or noir contribue aux exportations saoudiennes à hauteur de plus de 90 % et aux revenus de l'État à près de 80 %. Cependant, la part du secteur industriel hors pétrole montre une croissance en raison des efforts gouvernementaux en vue de diversifier l'économie. L'objectif avoué est de porter la contribution de l'industrie au PIB à 20 % en 2020 (10,2 % actuellement).

Le secteur tertiaire se définit comme celui des services.

Il représente 35 %, soit un peu plus du tiers du PIB. Outre les services gouvernementaux, il se caractérise par deux activités dominantes : les services financiers, bancaires et d'assurance ainsi que le tourisme. Ce dernier génère des revenus très importants. Les villes saintes de la Mecque et de Médine attirent annuellement près de 4 millions de pèlerins.

2.1.2 INFLATION ET TAUX D'INTÉRÊT

INFLATION



L'inflation se base communément sur l'indice des prix à la consommation, ce dernier reflétant l'évolution des prix d'un ensemble standard de marchandises et services que les ménages achètent pour leur consommation propre. Les catégories les plus importantes en Arabie saoudite sont la nourriture et les boissons (26 % du poids total), le logement, le carburant et l'eau (18 %), ainsi que le transport et la communication (16 %).

Pour déterminer l'inflation, on considère l'augmentation de cet indice sur une période donnée par rapport à sa valeur au cours d'une période précédente. Cet indicateur et son évolution servent entre autres de référence à la banque centrale pour la conduite de sa politique monétaire.

D'après le rapport « Nielsen Global Survey of Consumer Confidence and Spending Intentions », la confiance des consommateurs saoudiens a augmenté de 95 au premier trimestre 2013 à 100 au second trimestre 2013.

Après avoir enregistré un taux record à 11,1 % en juillet 2008, l'inflation a chuté l'année suivante et s'est maintenue entre 3 % et 6 % depuis lors.

Les prévisionnistes annonçaient une inflation annuelle de 4 % pour 2013. Bien que l'année ait démarré à un niveau relativement élevé, 4,2 %, les estimations ont été revues la baisse, les sept premiers mois de l'année présentant une moyenne de 3,8 %. Deux facteurs expliquent cette inflation plus légère qu'initialement anticipée.

D'une part, l'augmentation des prix des biens alimentaires a été modérée pendant la période du ramadan (en juillet pour 2013), alors que la demande explose habituellement.

D'autre part, les coûts des logements, des loyers notamment, ont connu une décélération. L'inflation s'est élevée à 4,2 % en juillet sur base annuelle, bien loin du niveau record de 12,3 % enregistré en octobre 2011.

Le programme de saoudisation (voir section 2.1.4 Emploi) pourrait devenir un obstacle si les entreprises répercutent les coûts salariaux plus élevés sur le consommateur. De plus, la réforme des subventions pourrait avoir un impact à la hausse sur les prix, bien que les ménages devraient échapper à une envolée des tarifs, de l'électricité notamment.

Le taux d'inflation devrait s'élever à 3,6 % en moyenne pour 2013 et 2014, en raison de la diminution du prix des matières premières. Il devrait augmenter à 4,7 % entre 2015 et 2017, suite à la demande domestique croissante.

Current inflation is tolerable
and if you compare to other emerging
markets we are well below.

Fahad al-Mubarak

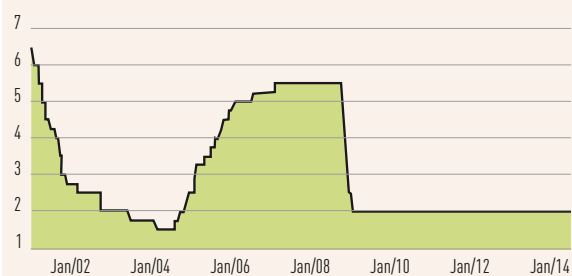
Gouverneur de la Saudi Arabian Monetary Agency
(mars 2013)

TAUX D'INTÉRÊT

Le taux directeur d'un pays, appelé également « repo rate » ou « repurchase rate », est le taux de base auquel les banques privées empruntent à la banque centrale. Fixé par cette dernière, il influence les taux d'intérêt que les banques facturent à leurs propres clients, pour par exemple les emprunts hypothécaires, les crédits professionnels et à la consommation et les produits d'épargne.

La banque centrale saoudienne (Saudi Arabian Monetary Agency, SAMA) n'a plus modifié le taux directeur depuis 2009 : 2 %.

TAUX DIRECTEUR SAOUDIEN (EN %)

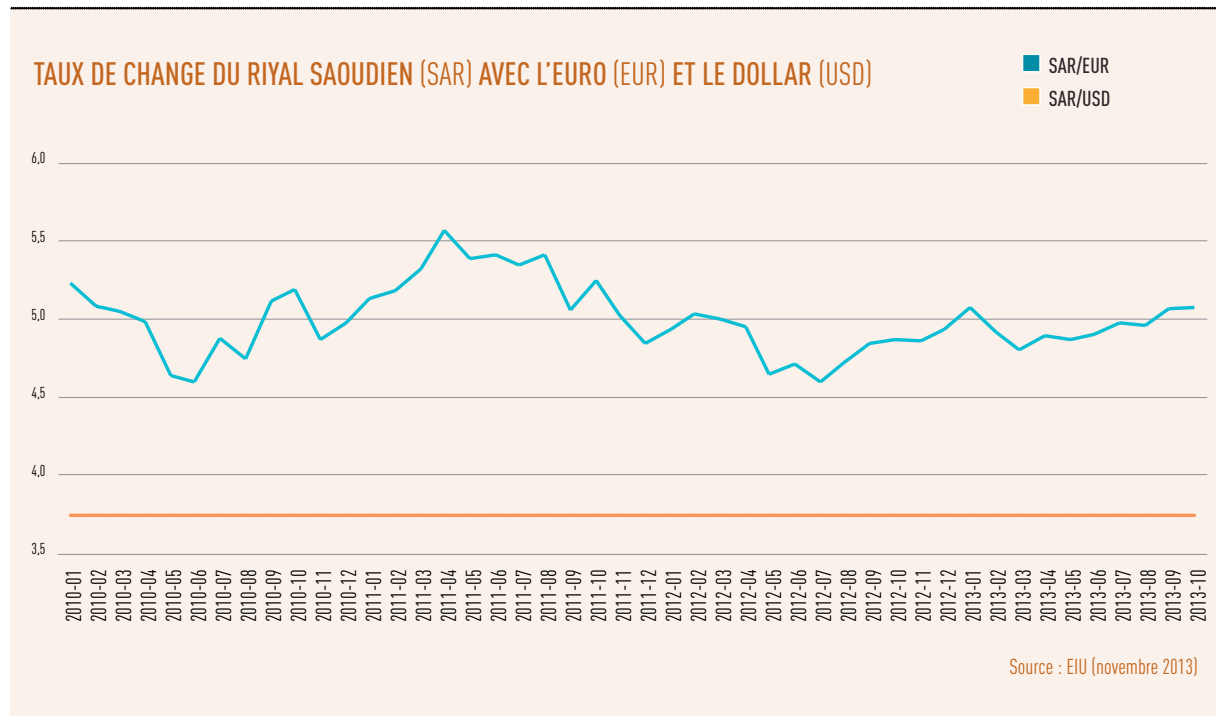


Source : www.tradingeconomics.com/SAMA (2013)

Les taux d'intérêt des banques du royaume sont tributaires de l'évolution de la politique des taux américaine, mais également de la demande locale de crédit qui devrait s'éroder dans les prochaines années selon les prévisions. Le taux interbancaire, le SAIBOR, devrait baisser à 0,8 % d'ici fin 2014.



2.1.3 TAUX DE CHANGE



L'Arabie saoudite mène une politique d'arrimage (peg) du riyal saoudien au dollar américain : le taux est ancré à 3,75 SAR pour 1 USD. L'euro, quant à lui, s'apprécie globalement par rapport au riyal depuis l'été 2012, où il s'échangeait contre 4,6 SAR.

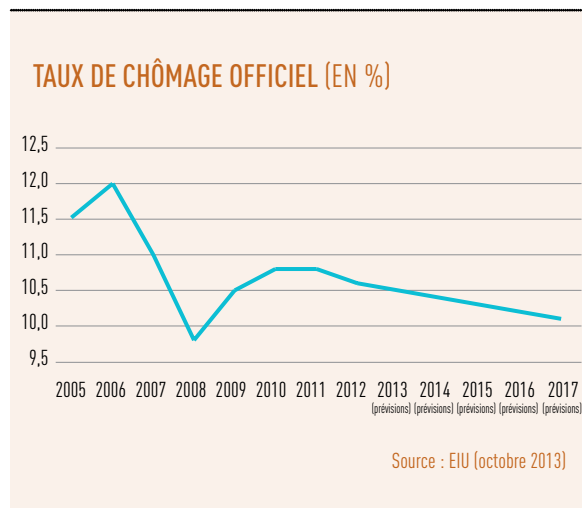
La SAMA, Saudi Arabian Monetary Agency, désigne non seulement la banque centrale d'Arabie saoudite, mais également un fonds souverain. Ce dernier, établi en 1952, gère les excédents commerciaux liés aux exportations d'hydrocarbures. Il investit une grande partie de ses actifs dans des produits peu risqués, principalement des obligations d'État.

La SAMA continuera vraisemblablement à prôner un régime de parité fixe avec l'USD aussi longtemps qu'elle détient des réserves de change (avoirs en devises étrangères et en or) suffisantes. L'Arabie saoudite est le premier détenteur de réserves de change du Moyen-Orient et le

3^e au monde après la Chine et le Japon. Le stock total (excluant l'or) s'élève à 692 milliards d'USD en juin 2013 selon le FMI. Un marché pétrolier robuste permet leur croissance continue. L'État est donc en position de créancier extérieur net, ce qui limite les emprunts à l'étranger et contribue à maintenir les taux d'intérêt à un niveau relativement bas.

L'Arabie saoudite, le Qatar et le Koweït ont pour projet la mise sur pied d'une union monétaire du Golfe, et ce malgré le retrait des Emirats arabes unis et d'Oman. Une banque centrale commune pourrait voir le jour. Les pays doivent cependant faire face à des problèmes techniques et l'aboutissement n'est pas prévu pour le court terme.

2.1.4 EMPLOI



L'emploi reste un défi. Dans une population où l'âge médian est de 25 ans, c'est la jeunesse qui est la plus pénalisée. Un tiers des jeunes est au chômage et la plupart sont trop peu formés pour prétendre à des postes qualifiés, surtout confiés aux expatriés.

Le taux de chômage officiel actuel avoisine les 10 %. Le niveau réel est, lui, plus élevé, en raison d'un nombre important de personnes en âge de travailler, mais ne cherchant pas activement un emploi. En 2012, la mise en place d'une allocation chômage a révélé un taux supérieur à 20 % de la population active, selon une étude de BNP Paribas.

La majorité des Saoudiens sont aujourd'hui employés dans le secteur public, alors que la main-d'œuvre expatriée est principalement active dans le secteur privé.

Le potentiel de création d'emploi reste cependant bien en deçà des besoins du marché, qui recense 400.000 nouveaux entrants chaque année. Une part importante de l'activité industrielle hors pétrole fournit peu de travail ou présente un potentiel de développement modeste.

VERS UNE SAUDISATION DU MARCHÉ

« La problématique du chômage est ancienne en Arabie saoudite, mais les politiques de l'emploi ont pris une nouvelle dimension depuis 2011 », selon une analyse de BNP Paribas.

Le Ministère du Travail a lancé en 2011 une politique de saoudisation grâce au programme Nitaqat (signifiant « catégories »), visant à faciliter l'insertion des autochtones dans le secteur privé. Il impose à chaque entreprise un seuil minimum de 30 % de travailleurs nationaux. La proportion de Saoudiens employés conditionne ensuite l'accès des entreprises à certains services : délivrance de permis de travail, assurances... Le General Organization for Social Insurance (GOSI) enregistre l'ensemble des employés sur le territoire saoudien et veille donc à l'efficacité de cette politique.

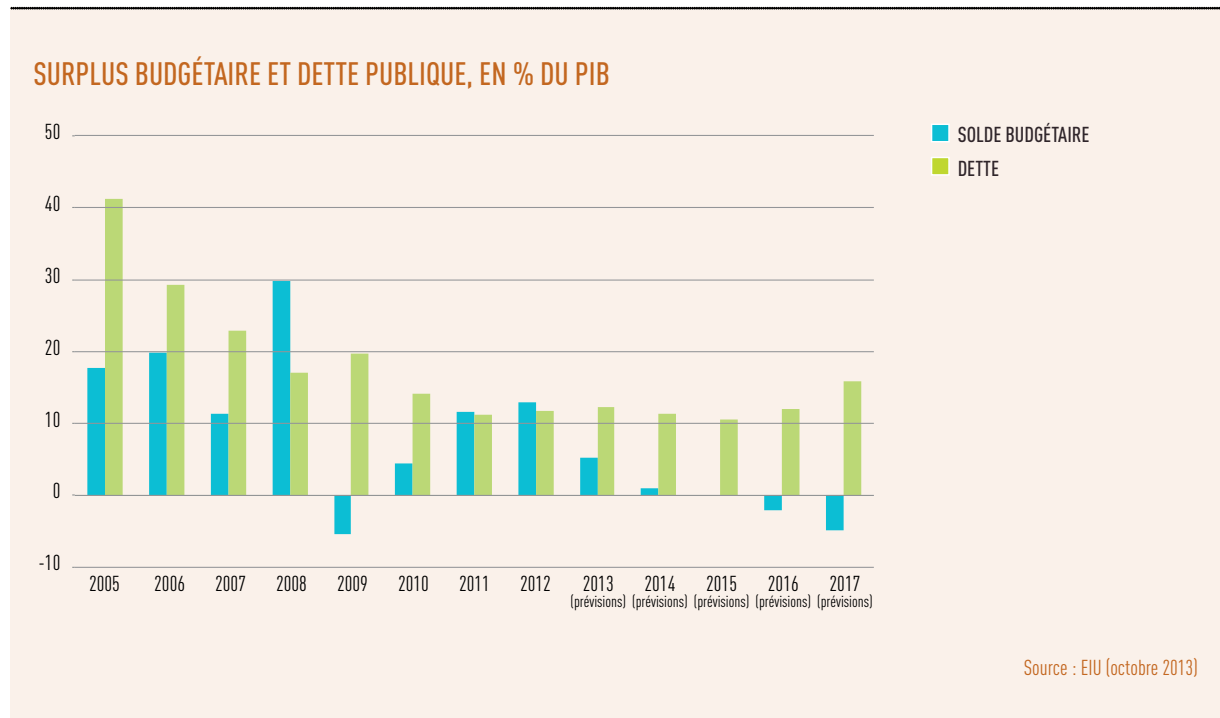
Le Ministère du Travail a toutefois annoncé en août 2013 que 35 % des PME (soit une entreprise de 9 travailleurs ou moins) n'avaient pas encore atteint les quotas fixés (contre 53 % en mars). 341.000, soit 35 % d'entre elles, n'employaient pas le moindre autochtone.

Le programme instaure également un salaire minimum pour le secteur public qui, par extension, sert indirectement de base pour le secteur privé : 3.000 SAR (environ 600 EUR) mensuellement.

Le gouvernement a en outre promis la création de 300.000 emplois pour les travailleurs nationaux d'ici fin 2014.

Au-delà des effets bénéfiques immédiats, « le développement de l'emploi passe par une hausse de la productivité et donc par une amélioration du niveau de capital humain » indique le rapport de BNP Paribas. Il pointe les efforts d'éducation du pays ainsi que l'implantation d'industries manufacturières intensives en travail ou de services à forte valeur ajoutée comme solutions à plus long terme.

2.1.5 DETTE PUBLIQUE



La dette publique saoudienne, qui représentait l'équivalent de 40 % du PIB en 2005, est passée sous la barre des 20 % dès 2008. Elle a poursuivi sa descente pour se stabiliser aujourd'hui aux environs de 12 %. A titre de comparaison, la dette de l'état belge atteint 105 % du PIB au deuxième trimestre 2013. La dette publique de la zone euro et de l'Union européenne des 28 s'élèvent quant à elles à respectivement 93,4 % et 86,8 % du PIB pour la même période.

Au niveau du solde budgétaire saoudien, seule l'année 2009 a enregistré un déficit, toutes les autres affichant un bonus. Le maintien d'un excédent confortable (5,3 % du PIB) est attendu pour 2013, malgré l'ampleur des dépenses prévues. Ce surplus aura cependant tendance à s'amenuiser au fil des années pour disparaître en 2015, voire même se convertir en déficit ultérieurement.

Les finances publiques en Arabie saoudite restent tributaires des revenus pétroliers.



2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR

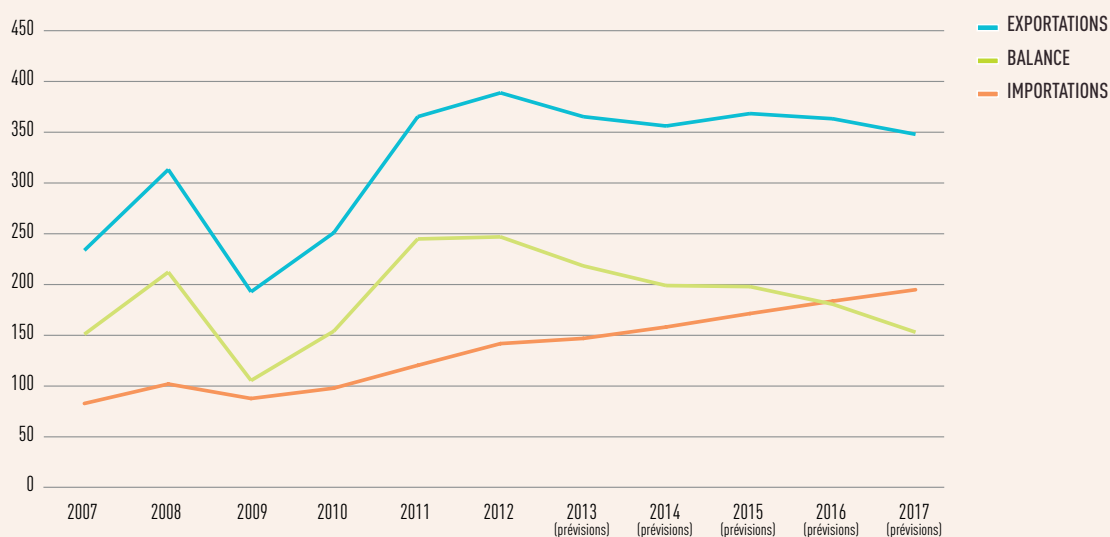
ACTIVE DANS LE CCG ET L'OMC

L'Arabie saoudite est membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG), au même titre que le Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar. Fondée en 1981, cette organisation devait coordonner les politiques de sécurité et de défense de ses adhérents face à l'Iran et à l'Irak. Son champ d'action a par la suite été étendu via un accord économique : elle a adopté des positions communes en matière de développement et sur les problèmes économiques internationaux importants. Un marché commun et une union douanière existent aujourd'hui. La volonté future est de créer une union monétaire.

L'Arabie saoudite est par ailleurs membre de l'Organisation mondiale du Commerce depuis le 11 décembre 2005.

La balance commerciale saoudienne est structurellement excédentaire et fluctue en fonction du pétrole (de son cours et de la demande mondiale). Les économistes prévoient une chute de la balance commerciale sous la barre des 200 milliards d'USD dès 2014, due à la croissance des importations.

FLUX DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES, EN MILLIARDS D'USD COURANTS



Source : EIU (septembre 2013)

LE PÉTROLE, MOTEUR DES EXPORTATIONS

En 2012, le pétrole brut s'accapare 86,9 % du total, en augmentation en valeur de 6,2 % par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, 8,5 % des marchandises étaient des produits plastiques et chimiques, dérivés du secteur pétrolier pour une certaine partie. On peut dès lors affirmer qu'environ 90 % des exportations sont liées à l'or noir.

L'Arabie saoudite serait le 15^e exportateur mondial, d'après le Moniteur du Commerce International (MOCI). Ses principaux partenaires commerciaux sont les Etats-Unis, le Japon et la Chine.

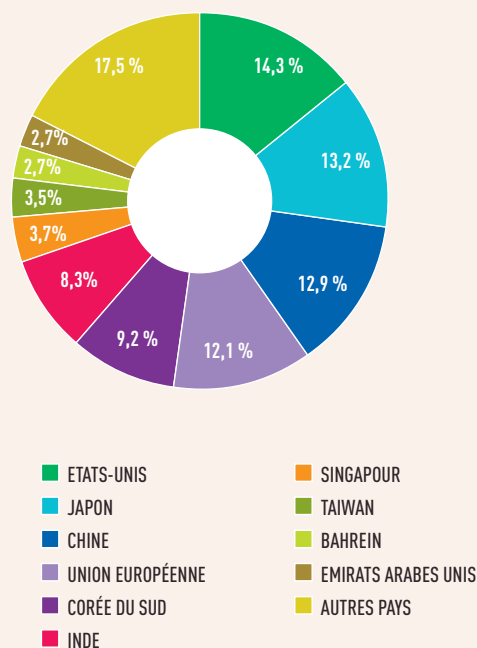
Le pays a exporté 7,5 millions de barils de pétrole brut par jour en 2012. L'Asie du Sud-est en a acheté 54 %.

L'Arabie saoudite est le second fournisseur des États-Unis en pétrole après le Canada. En 2012, le pays a vendu aux Etats-Unis en moyenne 1,4 million de barils par jour. Ses autres clients principaux sont le Japon (1,1 million de barils par jour), la Chine (1,1 million de barils par jour), la Corée du Sud (0,8 million de barils par jour) et l'Inde (0,7 million de barils par jour).

Troisième région après l'Asie (pays non-arabes et non-musulmans) et l'Amérique du Nord, l'Union européenne s'accapare 12,1 % des exportations saoudiennes et enregistre une augmentation des ventes de 7,5 % par rapport à 2011.

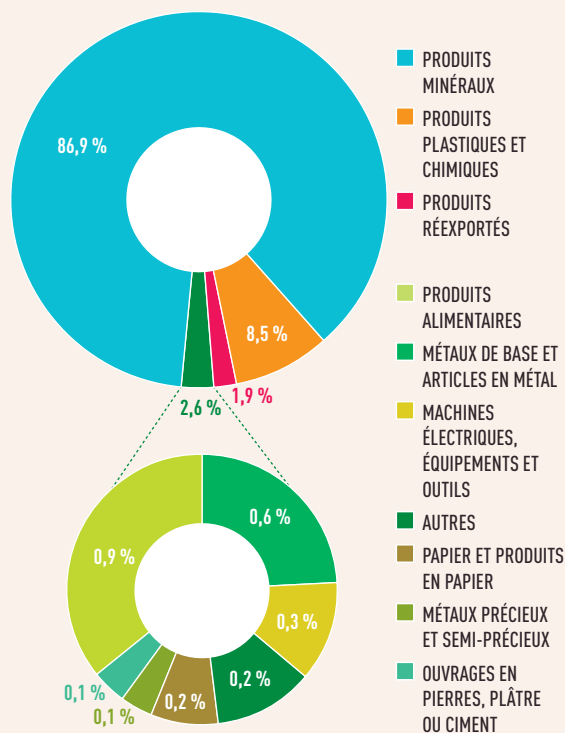
La Belgique seule représente 1,37 % des exportations du royaume. Les marchandises vendues à notre pays ont doublé ces dernières années, passant de 705 millions d'EUR en 2009 à 1,336 milliards d'EUR en 2012.

EXPORTATIONS PAR PAYS (2012)



Source : CDSI, Central Department of Statistics & Information (2013)

EXPORTATIONS PAR TYPE DE MARCHANDISES (2012)



Source : CDSI (2013)

DES IMPORTATIONS EN HAUSSE

La demande intérieure est de plus en plus vigoureuse et les importations progressent. Le pays serait le 30^e importateur mondial en 2012.

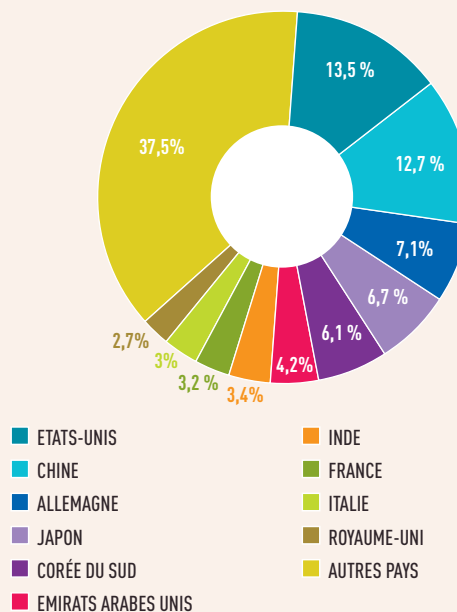
Les principaux fournisseurs de l'Arabie saoudite sont les Etats-Unis, la Chine et l'Allemagne. La Belgique vend 0,95 % des marchandises importées par l'Arabie saoudite. Au niveau des agrégats continentaux, ce sont des pays asiatiques (non-arabes et non-islamiques) qui dominent largement le mix d'importation saoudien avec 34 %, l'Union européenne occupant la seconde position avec 25,3 %.

Le pays importe des véhicules, des machines, des équipements électriques, de l'acier, du fer et des produits alimentaires.

Les importations en provenance de Belgique ont augmenté de plus de 50 % depuis la dernière mission économique princière en 2009, passant de 1,043 milliard d'EUR à 1,578 milliard d'EUR en 2012. Cette croissance témoigne de l'adéquation entre nos principaux produits à l'exportation (produits chimiques et pharmaceutiques, machines et appareils et matières plastiques) et l'évolution des besoins du marché saoudien, ainsi que de la volonté de diversification de son activité économique.

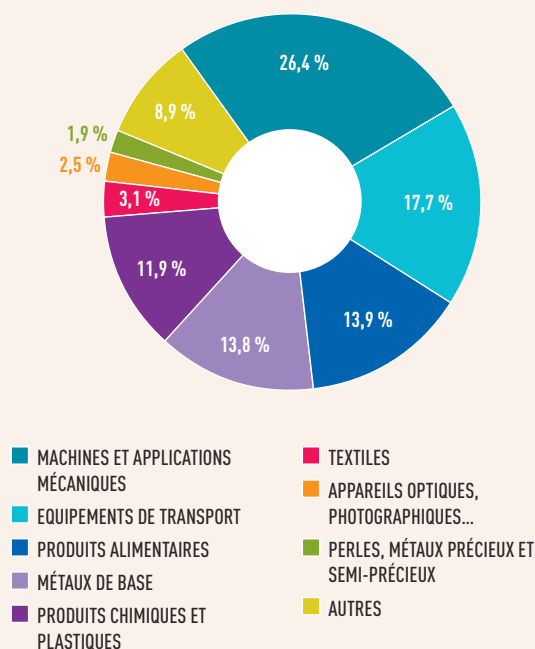
Le commerce extérieur de l'Arabie Saoudite avec notre pays est analysé dans la note bilatérale « Les relations commerciales de la Belgique avec l'Arabie saoudite » publiée par l'Agence pour le Commerce extérieur.

IMPORTATIONS PAR PAYS (2012)



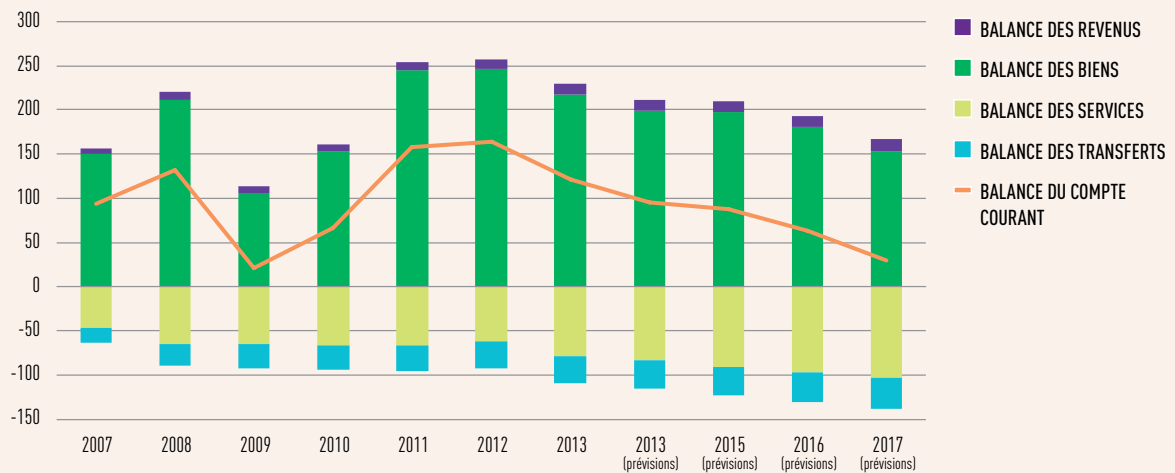
Source : CDSI (2013)

IMPORTATIONS PAR TYPES DE MARCHANDISES (2012)



Source : CDSI (2013)

CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS COMPOSANTS DE LA BALANCE DU COMPTE COURANT, EN MILLIARDS D'USD À PRIX CONSTANTS



Source : EIU (septembre 2013)

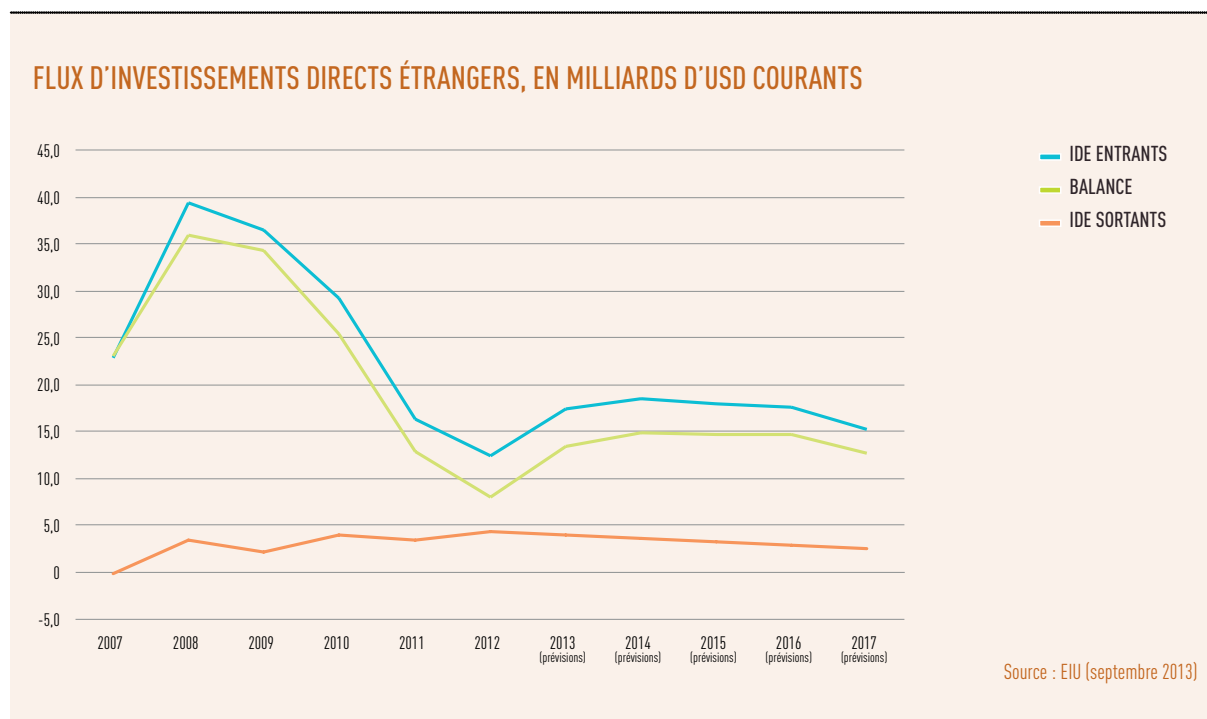


BALANCE DU COMPTE COURANT

La balance du compte courant saoudien, solde des flux monétaires du pays résultant des échanges internationaux de biens, de services, de transferts et de revenus, est largement bénéficiaire. Les balances historiquement négatives des transferts et des services sont compensées par celle des revenus et surtout par celle des biens, largement excédentaire.

Les économistes prévoient néanmoins une diminution du surplus de la balance du compte courant dans les années à venir, de 23,2 % du PIB en 2012 à seulement 3,3 % en 2017, selon l'EIU.

2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS



On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une société étrangère dans le but d'exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont en général classifiées selon deux grands groupes : d'une part, les investissements dits « greenfield » qui visent à créer une entreprise de toutes pièces et, d'autre part, les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

Après avoir atteint un sommet en 2008, les flux d'IDE entrant en Arabie saoudite n'ont cessé de diminuer jusqu'en 2012, conformément à la tendance mondiale. Les prévisionnistes annoncent une année 2013 de meilleur augure, puis une stagnation des investissements à destination du pays. Les stocks, quant à eux, continuent de croître.

Selon le « World Investment Report 2013 » de la CNUCED, l'Arabie saoudite est le premier pays récipiendaire d'IDE du Golfe et du Moyen-Orient, devant les Emirats arabes unis, et ce depuis 2005. Cette année-là correspond à son accession à l'OMC et, dans ce cadre, aux engagements des autorités et de la Saudi General Investment Authority (SAGIA) dans la simplification des démarches de délivrance de licences et l'ouverture de nouveaux secteurs aux étrangers.

Les autorités saoudiennes accueillent les IDE en fonction de leur capacité à « transférer de la technologie, employer et former de la main d'œuvre nationale, favoriser le développement économique et valoriser les matières premières locales » (Planet Expert).

L'étude « Doing business » de la Banque mondiale a classé l'Arabie saoudite à la 22^e place des pays offrant le climat le plus propice à l'investissement.

Il est vrai que les atouts pour attirer les investisseurs étrangers ne manquent pas : un contexte macroéconomique favorable et stable (une inflation maîtrisée et un taux de change relativement stable), un marché local conséquent présentant un pouvoir d'achat (et, plus largement, un niveau de vie) élevé, l'ouverture aux capitaux étrangers de l'amont gazier, des programmes de privatisation, un système bancaire efficace, l'accès aux réserves pétrolières les plus fournies du monde, des coûts énergétiques abordables et des infrastructures en développement.

Le projet des cités économiques, lancé en 2006, devrait stimuler davantage encore les IDE en cas de succès. Elles sont financées par des capitaux privés et ont pour vocation d'offrir aux investisseurs étrangers un accueil assorti de conditions avantageuses : des zones intégrées, des facilités procédurales, un vivier de recrutement... La King Abdullah Economic City (KAEC), la plus avancée des quatre prévues, devrait être prochainement opérationnelle avec la fin de la construction et l'entrée en fonction de ses infrastructures principales, le port notamment.

D'après la Foreign Capital Investment Law, la loi saoudienne sur les IDE, les étrangers ont le droit d'investir dans tous les secteurs de l'économie, à quelques exceptions près, consignées dans une « liste négative », qui se rétrécit à mesure que les autorités libéralisent les échanges.

La création d'une entreprise passe par l'octroi d'une licence délivrée par la SAGIA. Cela exige de constituer un capital de départ qui peut dépasser un million d'EUR, de mobiliser un certain nombre d'actionnaires saoudiens et d'employer un certain quota de travailleurs locaux. Pour les entreprises de taille modeste, la sous-traitance ou le recours à un distributeur local est plus indiqué pour lancer leurs produits sur le marché saoudien. Il est aujourd'hui permis de détenir de l'immobilier pour les activités de la société, de transférer de l'argent

hors du pays et de sponsoriser des employés étrangers. De nombreuses entreprises belges investissent déjà en Arabie saoudite.



While Saudi Arabia has always been the largest recipient of FDI in the region owing to its economic size and demographic advantages, this position has been strengthened further in the last few years given the political and economic instability in many of the Middle Eastern countries.

Fahad Alturki

Directeur de recherche chez Jadwa Investment
(juin 2013)



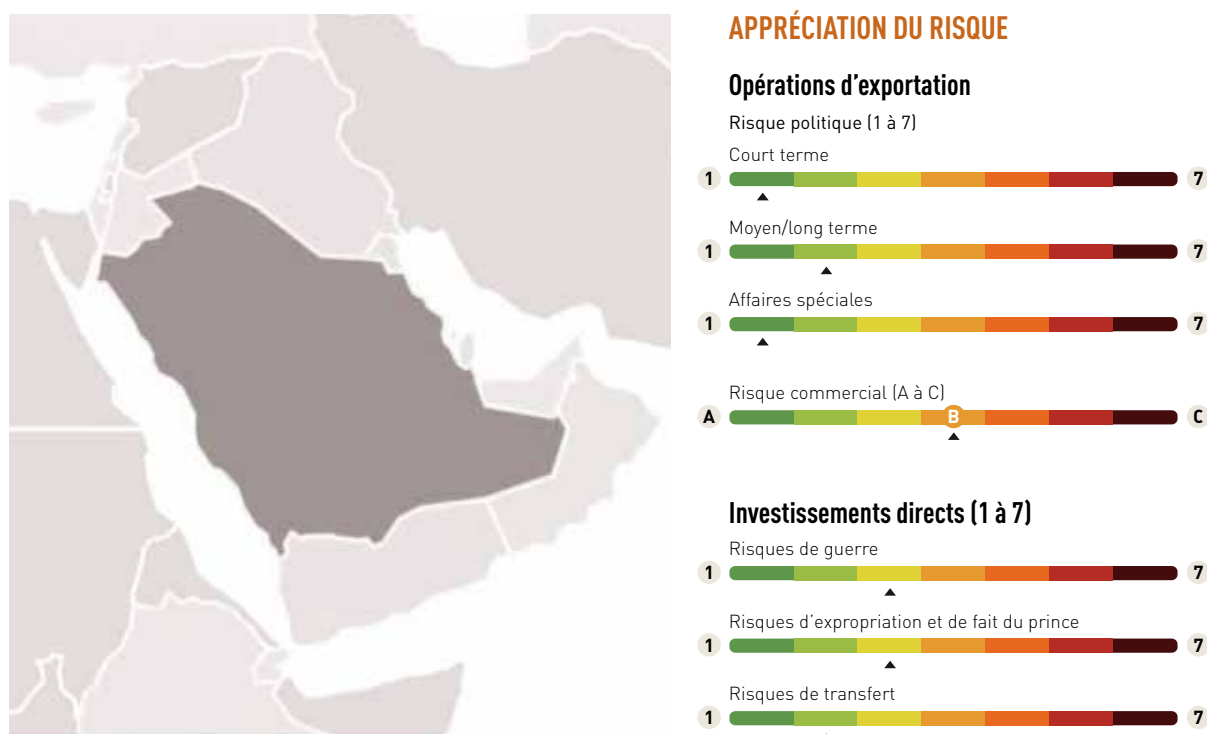
These flows focus on investment in energy and industrial projects, as well as investments in financial services, real estate, and contracting thereby contributing to economic diversification, increasing economic output capacity and creating job opportunities for the Saudi young population.

Fahad Alturki

Directeur de recherche chez Jadwa Investment
(juin 2013)

2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE

2.4.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO



Source : www.credendogroup.com

Delcredere|Ducroire, assureur-crédit public belge membre du Groupe Credendo, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes

risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, le Groupe Credendo établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour l'Arabie saoudite sont bonnes tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

OPÉRATIONS D'EXPORTATION

Les risques politiques auxquels les investisseurs s'exposent en Arabie saoudite sont faibles. Ils sont de classe 1 à court terme, de classe 2 à moyen et long terme et de classe 1 pour les affaires spéciales. Le risque politique doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt, pour l'assuré ou pour le débiteur, un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, ou les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le risque commercial se situe en classe B, soit le risque moyen. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour celles faisant l'objet d'une durée de crédit moyen/long terme, le Groupe Credendo peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise et sans autres conditions particulières. Les plafonds de couverture du Groupe Credendo pour ce pays ont été établis à 2.025 millions d'EUR pour le court terme et les affaires spéciales et à 2.025 millions d'EUR également pour le moyen/long terme et les investissements.

Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 10 ans. Les financements à caractère concessionnel sont exclus.

INVESTISSEMENTS DIRECTS

Le Groupe Credendo assure les investissements dans ce pays contre le risque de guerre, le risque d'expropriation et de fait du prince et le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. L'Arabie saoudite obtient ici une bonne cotation de 3 sur une échelle de 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dys-) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. L'Arabie saoudite reçoit une note honorable de 3 sur une échelle de 7.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. A 2 sur 7, le pays se classe dans la catégorie des risques faibles.

De plus amples informations sont disponibles sur www.credendogroup.com.

2.4.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE



De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne reprenons ici qu'une sélection des plus connues.

- ◆ Selon le «Global Competitiveness Report 2013-2014» du Forum économique mondial, l'Arabie saoudite décroche la 20^e place sur 148 pays classés en fonction de leur compétitivité. Cela représente un léger recul par rapport au précédent rapport. Les facteurs les plus problématiques pour mener des affaires sont les réglementations de travail trop restrictives (citées par 25,6 % des participants à l'enquête), le manque de qualification des travailleurs (15,5 %), ainsi que la bureaucratie (12,4 %) et l'accès difficile au financement (11,4 %). Parmi les points positifs, le rapport souligne la stabilité macroéconomique du pays et le recours aux solutions IT pour améliorer la productivité.
- ◆ Le pays est 27^e sur 132 (3^e de la région du Moyen-Orient) en ce qui concerne la facilité de faire du commerce selon le « Global Enabling Trade Report 2012 » du Forum économique mondial. Cela représente un gain de 13 places par rapport au précédent classement, établi en 2010. L'efficacité des services de douane est un facteur important.



- ◆ L'OCDE estime le risque pays de l'Arabie saoudite à 2 sur une échelle de 7, soit un risque faible.
- ◆ Selon l'Index of Economic Freedom 2013 de la Fondation Heritage, l'Arabie saoudite se classe 82^e sur 177 avec un score de 60,2 (en légère diminution, de 1,9), soit dans la catégorie « moderately free » et au-dessus de la moyenne mondiale.
- ◆ Enfin, selon l'indicateur «Ease of Doing Business 2014» de la Banque mondiale, qui mesure la facilité d'entretenir des relations commerciales, elle occupe le 26^e rang

sur 185, alors que la Belgique se classe 36^e. Suite à de récentes réformes, le pays a rendu l'accès à l'électricité plus onéreux en augmentant les frais de connexion. Au contraire, l'introduction d'un système de classement en ligne a simplifié le paiement des taxes pour les entreprises et l'exécution des contrats.



3

ANALYSE SECTORIELLE

3.1	INFRASTRUCTURES ET LOGISTIQUE	34
3.1.1	LE BOUM DE LA CONSTRUCTION	34
3.1.2	LE TRANSPORT	35
3.2	ÉNERGIE	40
3.2.1	LA DÉPENDANCE AUX ÉNERGIES FOSSILES	40
3.2.2	L'OUVERTURE AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES	43
3.2.3	L'OR BLEU, PRÉCIEUX AU PAYS DE L'OR NOIR	45
3.3	SOINS DE SANTÉ	46

3.1 INFRASTRUCTURES ET LOGISTIQUE

3.1.1 LE BOUM DE LA CONSTRUCTION

L'augmentation de la population saoudienne fait croître la demande de logements, mais également d'hôpitaux, d'universités, de moyens de transport et de complexes commerciaux, récréatifs et sportifs. Plusieurs chantiers d'envergure sont en cours afin d'adapter les infrastructures du pays aux besoins démographiques.

Une importante proportion des investissements domestiques, privés comme publics, et étrangers sont dédiés à la construction. Les dépenses gouvernementales consenties en 2012 atteignaient 159 milliards d'USD, dont 67 milliards pour 500.000 nouveaux logements sociaux. Selon le Ministère du Travail, 58 % du 1,6 million de visas émis en 2012 étaient destinés aux ouvriers de ce secteur.

Le marché de la construction du Golfe, l'un des plus importants au monde, est estimé à 1.500 milliards d'USD, dont 629 pour la seule Arabie saoudite. Moteur des performances économiques du pays, les experts prétendent qu'il pourrait connaître une croissance de 20 % d'ici fin 2013.

All signs confirm that the construction sector is receiving the greatest amount of investment out of all sectors.

Dr Abdul Rahman Baeshen

Président du al-Shorouq Center for Economic Studies de Jizan
(août 2013)

La fameuse Kingdom City, au nord de Jeddah et au bord de la Mer Rouge est particulièrement représentative des ambitions saoudiennes en matière de construction. Elle couvrira 5,3 km² et abritera des bureaux, des hôtels, des appartements de luxe, un observatoire et surtout la Kingdom Tower. Cette tour d'une hauteur de plus de 1.001 m pulvérisera le record de la « Burj Khalifa » de Dubaï (828 m). Elle sera équipée de 12 escalators, 59 ascenseurs dont 5 à double pont, s'étalera sur 500.000 m². Son coût s'élèverait à près de 1,2 milliard d'USD.



3.1.2 LE TRANSPORT

Idéalement localisée aux confins des continents européen, africain et asiatique, l'Arabie saoudite fait figure de plaque tournante dans les échanges commerciaux mondiaux. L'intensification de son commerce extérieur sollicite de plus en plus ses réseaux de transport.

Le gouvernement exige des moyens sûrs et efficaces afin de connecter les quatre coins du royaume. Dans cette optique, il a lancé des projets ambitieux de modernisation des infrastructures.

RÉSEAU ROUTIER

Le développement des productions agricole et industrielle sollicite beaucoup le réseau routier. L'Arabie saoudite dispose d'un total de 221.373 km de routes, dont moins d'un quart sont pavées. Les zones rurales offrent de petites routes à deux voies, alors que les autoroutes en comportent parfois jusqu'à huit.

Deux autoroutes de 750 km sillonnent le pays, l'une reliant la capitale Riyad à Taïf, l'autre Taïf à Gizan en passant par Abha. La chaussée du roi Fahd est la plus spectaculaire : longue de 25 km, elle conduit à l'île de Bahreïn.

La complexité de la géographie du royaume représente un défi de taille pour la construction des routes, des tunnels, des viaducs et des ponts. Les étendues désertiques et le relief des chaînes montagneuses, culminant à 3.000 m dans le sud-est, compliquent en effet la tâche des ingénieurs et nécessitent des solutions sur mesure. Des matériaux spécifiques doivent être employés afin d'offrir une résistance aux chaleurs extrêmes et de ne pas refléter les rayons du soleil. La route qui traverse la montagne al-Hada prouve les possibilités de succès : elle a permis de réduire la distance de Taïf à la Mecque d'environ 48 km par rapport au trajet usuel qui la contournait initialement.

En 2013, le Ministre des Transports Jabara Al-Seraisy a investi 11 milliards de SAR (plus de 2 milliards d'EUR) pour le réseau routier. 55 nouveaux projets ont été signés en juin 2013 pour 13 régions du royaume, auxquels sont venus s'ajouter 68 autres en septembre. Au total, c'est 3.700 km de routes qui sont en construction. Des études de faisabilité pour 1.500 km supplémentaires sont également en cours.

RÉSEAU FERROVIAIRE

Le rail saoudien est actuellement peu développé et ne compte que 1.378 km de voies ferrées, dont aucune n'est électrifiée. Il transporte 1,3 million de passagers par an et 350.000 containers, dont plus de 80 % transitent par le port de Dammam.

La connexion principale s'étend entre Riyad et Dammam, via deux lignes, l'une de 449 km pour le transport des passagers et l'autre, longue de 556 km, pour le fret. Des voies auxiliaires relient les zones résidentielles, industrielles, agricoles, militaires et portuaires.

La Saudi Rail Organisation (SRO) a lancé un programme de développement qui prévoit une extension du réseau de 9.900 km et 19 lignes individuelles. Le Master Plan (2010-2040) prévoit une réalisation en trois phases et un investissement total estimé à 365 milliards de SAR.

	PRIORITÉ	DURÉE	LONGUEUR APPROXIMATIVE	COÛT (en milliards de SAR)
PHASE I	Haute	2010-2025	5.500 km	63
PHASE II	Moyenne	2026-2033	3.000 km	209
PHASE III	Faible	2034-2040	1.400 km	93

Source : Saudi Railways Organization (2013)

La première phase du programme comporte trois projets majeurs :

1. Le TGV Haramain

Cette ligne de train électrifiée à grande vitesse dotée au total de quatre voies de 444 km reliera les villes saintes musulmanes de La Mecque et Médine, via Jeddah, cité portuaire par laquelle arrivent les pèlerins, chaque année plus nombreux. Un accord avec un consortium espagnol a été signé en janvier 2012 pour un montant de 6,2 milliards d'EUR.

2. Le Saudi Landbridge Project

Ce projet sera principalement destiné au transport de fret, mais également à celui de voyageurs. Il traversera le pays d'ouest en est et joindra ainsi la Mer Rouge au Golfe Persique, grâce aux prolongements de la double connexion existante entre Riyad et Damman par deux nouvelles lignes : la première reliera Jeddah à Riyad (950 km), et la seconde, Dammam à la ville industrielle de Jubail (115 km), longeant le Golfe Persique.

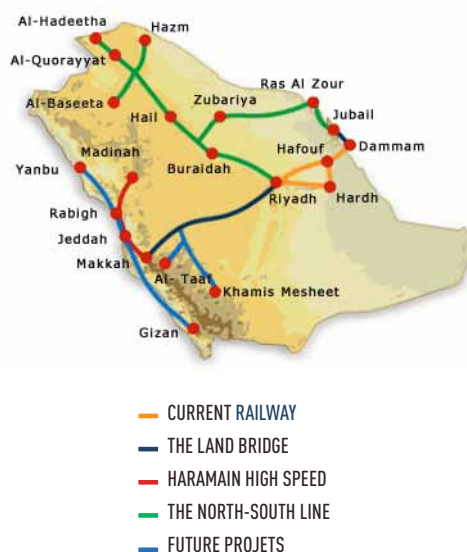
Ces lignes neuves seront pourvues d'une seule voie, mais l'infrastructure (y compris les ponts et tunnels) sera conçue pour pouvoir y ajouter ultérieurement une seconde voie.

En 2015, le Saudi Landbridge devrait offrir 16 navettes quotidiennes et transporter 700.000 containers.

3. La ligne nord-sud

Le North-South Railway Project porte sur la réalisation d'une ligne de 2.400 km qui reliera Riyad à la frontière jordanienne. Elle connectera les mines du nord, de bauxite (Zabirah) et de phosphate (Al-Jalamid), au Golfe Persique. Sa gestion sera confiée au secteur privé. Cette ligne sera la plus longue du monde équipée intégralement du système de sécurité ferroviaire ETCS (*European Train Control System*) du niveau 2.

A ce projet s'ajoute également la rénovation de la double ligne existante entre Riyad et Damman. L'Arabie saoudite est également partie prenante dans le projet de la Gulf Railway, une ligne ferroviaire longeant les côtes occidentales du Golfe Persique et impliquant les cinq autres Etats du Conseil de coopération du Golfe (GCC). Son entrée en service est prévue pour 2017 et elle reliera entre elles les plus grandes villes de la région, de Koweït City jusqu'à Mascate, en passant par Dammam, Manama (via la chaussée du roi Fahd), Doha, Abou Dhabi et Dubaï.



Source : Saudi Railways Organization (2013)

RÉSEAU MÉTRO

Un budget colossal d'environ 17 milliards d'EUR sera consacré à la mise sur rail d'un métro de six lignes totalisant 176 km à travers Riyad. La capitale devrait connaître une hausse de sa population de 6 millions à 8,5 millions d'habitants dans les dix prochaines années, selon son gouverneur. Trois consortiums internationaux se sont vus accorder la conception et la construction des lignes :

- ◆ l'un dirigé par la firme américaine Bechtel Corp, pour 2 lignes (coût : 7,1 milliards d'EUR) ;
- ◆ un autre emmené par le groupe espagnol FCC et impliquant des groupes français, sud-coréen et néerlandais, pour 3 lignes (coût : 5,9 milliards d'EUR) ;
- ◆ le dernier piloté par la compagnie italienne Ansaldo, pour une ligne (coût : 3,9 milliards d'EUR).

Les travaux débiteront au premier trimestre 2014 et devraient s'étaler sur cinq ans. Le métro fonctionnera à hauteur de 20 % à l'énergie solaire. Riyad a de plus prévu l'acquisition d'un millier de bus, avec des dessertes pour connecter les arrêts du métro à de nombreux quartiers de la capitale.

Cette initiative devrait multiplier la fréquentation des transports en commun par 20 et ainsi réduire la pollution, les embouteillages et les accidents de circulation, ainsi que constituer un levier pour la création d'emplois et le développement économique de la ville.

D'autres projets similaires sont évoqués dans les villes de La Mecque (coût estimé à 12,5 milliards d'EUR) et de Jeddah (métro léger surélevé pour un coût de 4,2 milliards d'EUR).

RÉSEAU AÉRIEN

Le royaume dispose de trois aéroports internationaux, à Riyad, Dhahran et Jeddah, et de 24 aéroports régionaux et locaux. La compagnie aérienne nationale, Saudi Arabian Airlines (SAA), basée à Jeddah a été fondée en 1945 suite à l'arrivée d'un avion DC-3 Dakota, cadeau du Président américain Franklin D. Roosevelt. Dotée d'une flotte de 140 appareils, elle propose des vols domestiques et internationaux vers plus de 90 destinations au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique du Nord.

La croissance du secteur aérien est impressionnante. Selon le centre pour l'aviation CAPA, SAA a transporté 24,3 millions de passagers en 2012, soit une augmentation de 13,3 % par rapport à 2011. Elle a opéré 171.341 vols (112.319 intérieurs et 14.889 internationaux), soit 8,1 % de plus. 90,1 % de ses vols domestiques et 88,2 % de ses vols internationaux sont arrivés à l'heure en 2012. SAA occupe par ailleurs la 9^e place au dernier classement des compagnies aériennes internationales les plus ponctuelles, établi par FlightStats en juillet 2013 (On-Time Performance Report).

Plusieurs projets d'extension ont été lancés afin de renforcer le réseau aérien. Des travaux sont en cours à l'aéroport international King Abdulaziz de Jeddah pour 5 milliards d'EUR pour augmenter la capacité de transit et accueillir 80 millions de passagers d'ici 20 ans, pour 13 millions aujourd'hui.

L'aéroport de Riyad sera également agrandi pour accroître sa capacité d'accueil (35 millions de voyageurs actuellement) de 12 millions.

RÉSEAU MARITIME

Baignée par la Mer Rouge à l'ouest et par le Golfe Persique à l'est, l'Arabie saoudite bénéficie d'une position privilégiée.

Elle compte 9 ports industriels et commerciaux principaux (sur un total de 21) ainsi que le réseau maritime le plus important du Moyen-Orient.



Source : Saudi Ports Authority (2013)

L'activité portuaire n'est pas uniquement stratégique pour le transport de l'or noir. Hormis le pétrole, 95 % des marchandises exportées ou importées transitent également par les ports.

Depuis 1976, la Saudi Ports Authority (SPA) est l'entité publique responsable du transport maritime. Sa mission est : *"to become a leading player connecting the national economy to the global market by providing productive, secure, and environmentally sound facilities, developing a motivated and skilled national workforce held accountable for performance, and achieving financial sustainability"* (www.ports.gov.sa). Bien qu'elle conserve son rôle de superviseur, les ports saoudiens sont aujourd'hui entièrement gérés par le secteur privé, sur une base commerciale.

Le dernier rapport de General Organization for Ports et les statistiques de la SPA confirment la pleine croissance du trafic portuaire :

- ◆ On dénombre 208 quais, dotés des dernières technologies, sans compter la vingtaine en construction.
- ◆ 187,7 millions de tonnes de marchandises ont transité par les ports saoudiens (100,8 millions chargées et 86,9 millions déchargées), soit 15 % de plus qu'en 2011.
- ◆ 1,4 million de passagers ont été recensés, soit une augmentation de 5,9 % par rapport à 2011.
- ◆ Les revenus portuaires saoudiens de 2012 atteignaient 4,03 milliards de SAR, soit un boni de 1,8 milliard de SAR.

Les moyens financiers consacrés au développement du réseau portuaire sont à la taille de son succès. Le volume des investissements privés affiche 5,5 milliards de SAR.

Les nouveaux projets sont très diversifiés et comprennent la construction de quais, l'élargissement et l'approfondissement de bassins, des travaux de pavage, l'établissement de centrales électriques, l'ajout de systèmes de sécurité, de réseaux d'égouts, de trottoirs...

Parmi les plus notoires, on peut mentionner la route maritime prévue pour relier l'Arabie saoudite au Maroc afin de répondre aux échanges commerciaux croissants entre les deux nations, ainsi que la mise en activité du port de King Abdullah Economic City dans le but de désengorger le Jeddah Islamic Port.

La National Shipping Company of Saudi Arabia, mieux connue sous le nom de Bahri, est détenue à 28 % par l'Etat, via le Public Investment Fund. Elle possède une flotte de 17 VLCCs (very large crude carriers ou superpétroliers), 23 pétroliers et 4 navires-rouliers. La filiale de transport maritime de Saudi Aramco, Vela International Marine Ltd, détient quant à elle 15 VLCCs et 5 pétroliers sillonnant la Mer Rouge et le Golfe Persique.

En octobre 2012, Bahri a racheté Vela International Marine pour un montant d'1,4 milliard d'USD.

La fusion progressive de leurs flottes et de leurs opérations fera du tandem le 4^e plus grand propriétaire de VLCCs au monde. En août 2013, la compagnie singapourienne Sembcorp Marine a signé avec Bahri et Saudi Aramco un protocole d'accord (memorandum of understanding ou MOU) afin de conduire une étude de faisabilité pour un projet de chantier naval qualifié de « world class facility ».



OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◇ Équipements de terrassement
- ◇ Outils de construction
- ◇ Fabrication d'asphalte
- ◇ Finition architecturale
- ◇ Produits anticorrosion
- ◇ Produits en aluminium
- ◇ Revêtements muraux
- ◇ Systèmes d'automatisation de bâtiment
- ◇ Équipements de menuiserie
- ◇ Bétonneuses
- ◇ Additifs pour ciment
- ◇ Céramique
- ◇ Revêtements de sols
- ◇ Équipements d'excavation et de forage
- ◇ Matériaux chimiques de construction
- ◇ Équipements de sécurité
- ◇ Matériel de concassage
- ◇ Équipements de chargement et de transport
- ◇ Machines pour la construction de tunnels
- ◇ Convoyeurs
- ◇ Equipement de manutention de matériaux
- ◇ Equipement de démolition
- ◇ Service d'ingénierie
- ◇ Service de consultance, de sous-traitance
- ◇ Services de project management
- ◇ Services de formation pour travailleurs qualifiés (ingénieurs électriciens ou mécaniciens)
- ◇ Dragage
- ◇ ...

3.2 ÉNERGIE

3.2.1 LA DÉPENDANCE AUX ÉNERGIES FOSSILES



PÉTROLE

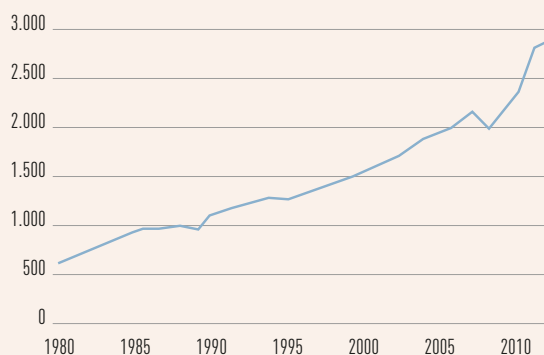
Membre fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'Arabie saoudite était en 2012 le plus gros producteur et exportateur de pétrole et de ses dérivés au monde selon la U.S. Energy Information Administration (EIA). Cette dernière fait état d'une production de 11,6 millions de barils par jour, soit trois fois plus que l'Iran, deuxième membre de l'OPEP par ordre d'importance, et autant que tous les autres pays du Moyen-Orient rassemblés.

Une étude menée par l'université de Harvard révèle que « le boom des pétroles non conventionnels aux Etats-Unis, au Canada et au Brésil, ajouté au redémarrage des exploitations en Irak pourrait faire passer la production mondiale de 93 millions de barils par jour en 2011 à 110 millions de barils en 2020 » (L'Echo, 25 septembre 2013). L'Arabie saoudite, en progression, conserverait sa 1ère position avec 13,1 millions de barils par jour, suivie par les Etats-Unis (11,8) et la Russie (10,8).

PRODUCTION DE PÉTROLE TOTALE EN ARABIE SAOUDITE (1980-2012) MILLIERS DE BARILS PAR JOUR

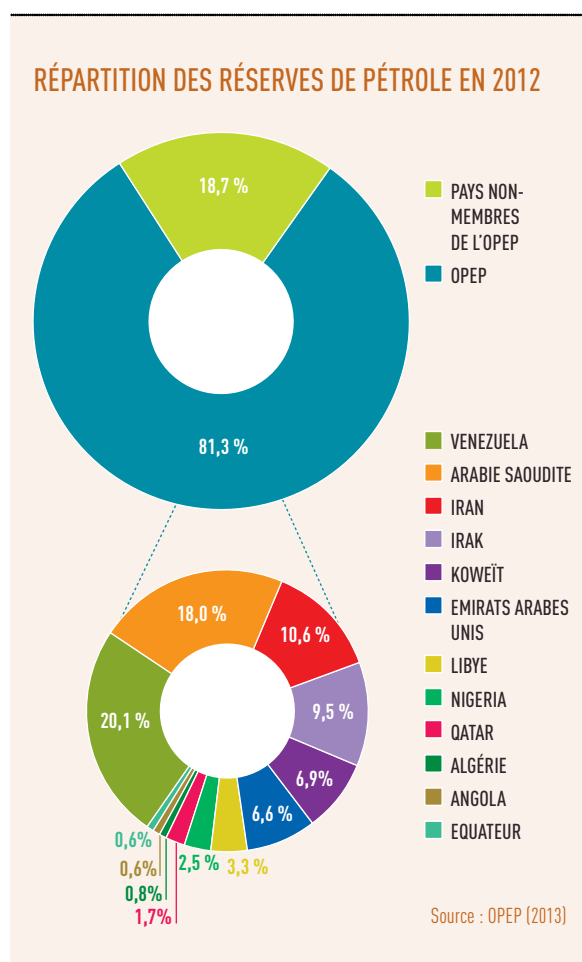


CONSOMMATION DE PÉTROLE EN ARABIE SAOUDITE (1980-2012) MILLIERS DE BARILS PAR JOUR



Source : EIA (2013)

Le pays détient en outre 18 % des réserves de la planète, soit environ 266 milliards de barils. L'Arabie saoudite recèlerait une centaine de gisements gaziers et pétroliers ; mais la moitié des ressources se concentrent sur huit sites principaux. Celui de Ghawar, le plus vaste du monde, aurait une capacité de 70 milliards de barils à lui seul.



L'Arabie saoudite joue dès lors un rôle crucial sur le marché de l'or noir. Le pays est reconnu comme un « swing producer », garant de la stabilité d'un cours du baril raisonnable et sachant adapter sa production à la demande globale. Cette fonction lui a été attribuée en 1945, suite à un accord conclu entre le roi d'Arabie et le président Roosevelt. Les Américains ont promis leur soutien à la défense du territoire saoudien-

confirmé au cours de la Guerre du Golfe- contre une exploitation des ressources pétrolières.

Saudi Aramco (ou Saudi Arabian Oil Company), la compagnie nationale saoudienne d'hydrocarbures, est de loin la première au monde. Elle possède une installation dotée d'une capacité record de traitement de pétrole brut de plus de 7 millions de barils par jour, à Abqaiq, dans l'est du pays. Ses infrastructures incluent des stations de pompage, des usines séparant le gaz du pétrole (gas-oil separation plants ou GOSP), des unités d'hydrodésulfurisation et un réseau de pipelines qui connecte l'usine aux ports. Deux tiers du pétrole brut passent par Abqaiq avant d'être exportés ou acheminés vers les raffineries. Outre son cœur de métier dans l'activité pétrolière, Saudi Aramco se voit aussi confier la gestion de grands projets comme la construction d'hôpitaux ou de complexes sportifs.

L'Arabie saoudite possède sept raffineries affichant un débit potentiel maximal de 2,1 millions de barils par jour. Depuis quelques années, le pays investit massivement dans des projets « downstream », intégrés au sein de joint-ventures avec des multinationales, ce qui donne lieu à la naissance de véritables cités pétrochimiques. Parmi ceux en cours de développement, on peut citer les suivants, impliquant tous Saudi Aramco et chacun doté d'une capacité de traitement de 400.000 barils par jour :

- ◆ la Saudi Aramco Total Refining and Petrochemical Company (SATORP) à Jubail, une joint-venture avec Total ;
- ◆ la Yanbu Aramco Sinopec Company Ltd (YAS-REF), une joint-venture avec la Chinese Petrochemical Corporation (Sinopec), qui devrait être opérationnelle fin 2014 ;
- ◆ une raffinerie à Jafan, qui devrait ouvrir ses portes en 2016.

Des recherches en matière de carburants propres (clean fuels), soit très pauvres en soufre, sont à l'ordre du jour.

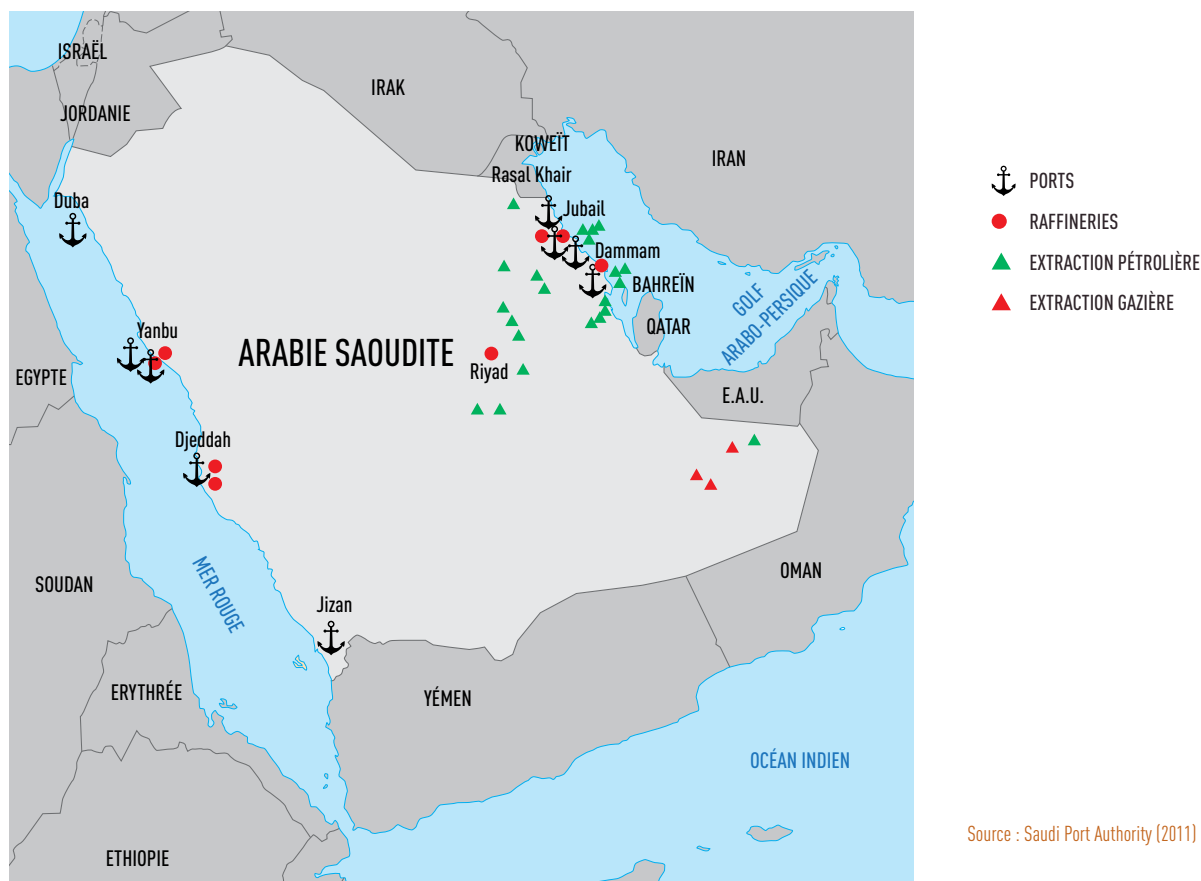
Le pays dispose de trois terminaux principaux dédiés à l'exportation de pétrole :

- ◆ Ras Tanura, sur le Golfe Persique, avec une capacité d'environ 6 millions de barils par jour (75 % des barils quittent le pays par cette voie) ;
- ◆ Ras al-Juaymah, sur le Golfe Persique également, présentant une capacité de 3,6 millions de barils quotidiens ;
- ◆ Yanbu, sur la Mer Rouge, doté d'une capacité journalière de chargement d'environ 4,5 millions de barils pour le pétrole et 2 millions de barils pour le LGN.

En parallèle à sa production qui récolte tous les superlatifs, l'Arabie saoudite est également le plus grand consommateur de pétrole du Moyen-Orient. L'or noir est particulièrement utilisé comme carburant, pour le transport et comme combustible, pour la génération d'électricité. Le secteur pétrolier lui-même en est grand utilisateur, puisque Saudi Aramco absorbe 10 % de la production énergétique pour le fonctionnement de ses propres pompes et unités de dessalement de l'eau.

L'Arabie saoudite utilise environ 3 millions de barils par jour en 2012, soit 17 litres par habitant par jour, quatre fois plus que la moyenne européenne et près du double du niveau de 2000.

LES PORTS ET INFRASTRUCTURES D'HYDROCARBURES EN ARABIE SAOUDITE



En termes relatifs, le pays consommait 25 % de sa production de pétrole en 2012, contre 5 % seulement au moment des deux premiers chocs pétroliers et 15 % au début des années 1990.

GAZ NATUREL

La production de gaz naturel en Arabie saoudite est limitée, mais suffisante aujourd'hui pour répondre aux besoins domestiques. L'Arabie saoudite n'enregistre aucune exportation ni importation de gaz naturel. La demande devrait cependant doubler d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2011 (3,5 billions de pieds cubes ou 'trillion cubic feet' ou 'Tcf') d'après les estimations de l'EIA.

Avec 288 billions de pieds cubes, l'Arabie saoudite détient la 5^e plus grande réserve au monde de gaz naturel, après la Russie, l'Iran, le Qatar et les Etats-Unis. Les gisements de gaz se trouvent généralement dans les mêmes puits que le pétrole et lient ainsi intimement les deux ressources énergétiques.

Selon Saudi Aramco, seuls 15 % du pays a fait l'objet d'une exploration adéquate pour déceler les réserves de gaz. Cette dernière, unique fournisseuse du pays, déploie tous les moyens possibles pour développer son potentiel en matière de gaz naturel : exploitation de petits et grands gisements, y compris de gaz acide, forage de gaz de schiste et renforcement de l'exploration sismique dans de nouvelles zones géologiques. L'objectif est d'accroître la production de 50 % à 15 milliards cu ft/jour pour répondre aux demandes croissantes du secteur pétrochimique, de la génération électrique et de dessalement de l'eau. D'ambitieux projets de développement sont en cours. Une nouvelle usine à gaz doit être construite à Al-Fadhili dans l'est du pays, par un contractant international qui doit encore être sélectionné.

Le problème majeur du gaz naturel saoudien est son prix hautement subsidié payé par le consommateur final, actuellement environ 0,75

USD/mBtu (British thermal unit), qui encourage au gaspillage, selon l'EIU. L'IEA estime que la consommation saoudienne dépasse celle du Brésil, qui compte une population 7 fois plus importante. En augmentant simultanément le prix et la part du gaz naturel dans la génération d'électricité, le pétrole serait disponible pour l'exportation. Le Ministre Mohammed al-Jasser a évoqué l'idée de réformer le système de subsides.

3.2.2 L'OUVERTURE AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES

Les besoins énergétiques de l'Arabie saoudite augmentent avec la population en croissance, la diversification de l'économie, l'industrialisation grandissante poussée notamment par le développement des cités pétrochimiques, la demande d'air conditionné qui explose en été et les tarifs avantageusement subsidiés de l'électricité. L'énergie consommée actuellement n'utilise que les combustibles fossiles : le pétrole à hauteur de 60 % et le gaz naturel de 40 %.

Le pays prévoit d'augmenter sa capacité de génération électrique de 55 GW à 120 GW d'ici 2020. A sources énergétiques identiques, la demande en combustible fossile croîtrait de 3,4 millions à 8,3 millions de barils par jour en 2030, ce qui contraindrait à sacrifier quotidiennement plusieurs millions de barils destinés à l'exportation pour répondre aux besoins nationaux. Une étude du cabinet anglais Chatham House démontre que si la tendance se poursuit, l'Arabie saoudite pourrait même devenir importatrice nette de pétrole en 2037.

Les énergies alternatives sont donc de plus en plus prisées. L'objectif est de recourir aux énergies vertes pour 50 % de la production d'ici 2020, pour consacrer autant que possible le pétrole et le gaz aux exportations, tout en satisfaisant la demande domestique.

Le pays ambitionne d'épargner jusqu'à un tiers de sa consommation de pétrole d'ici 2032 en investissant 109 milliards d'USD (ou 85 millions d'EUR) dans l'installation d'infrastructures représentant une capacité de 54 GW d'énergies renouvelables :

- ◆ 41 GW d'énergie solaire (dont 16 GW de panneaux photovoltaïques et 25 GW de CSP concentrating solar power);
- ◆ 3 GW de « waste-to-energy » (transformation des déchets en énergie) ;
- ◆ 9 GW d'énergie éolienne;
- ◆ 1 GW d'énergie géothermique.

La King Abdullah City for Atomic and Renewable Energy (KA.CARE) a annoncé un programme visant à évaluer le potentiel de l'Arabie saoudite en matière d'énergie solaire, éolienne et géothermique, réalisé en collaboration avec le US Department of National Renewable Energy Laboratory (NREL).

Il consiste à positionner sur une carte géographique les sources d'énergies renouvelables du royaume et à en mesurer leurs paramètres, grâce à 70 stations qui collecteront les données (radiation solaire, spectre solaire, vitesse du vent, température, humidité, niveau de poussière...).

Les résultats seront utilisés pour établir un atlas en ligne qui constituera une base pour lancer des projets relatifs à la production d'électricité et au dessalement de l'eau. Les investisseurs pourront ainsi être guidés dans leurs choix pour placer judicieusement les installations de grande envergure et disperser les plus modestes.

Le solaire récolte les faveurs des experts. La radiation s'élève à environ 2.550 kWh/m² et d'immenses étendues désertiques sont disponibles pour placer des panneaux photovoltaïques. Bien que les fortes températures et la poussière constituent des obstacles considérables, les longues périodes d'ensoleillement devraient pouvoir les compenser.

By using 54 GW of alternative energy in 2032, we would save a third of our consumption of oil when we establish these stations of renewable energy. This definitely needs infrastructure, strategy, and time until 2032 to be able to save one-third of our consumption of oil.

Maher Alaudan

Head of R&D and innovation au KA.CARE
(novembre 2013)

Saudi Arabia is determined to diversify its energy sources and reduce its dependence on hydrocarbons. Renewable energy isn't just an option, but absolutely necessary. We have the means to build renewable energy, and we need to do it.

Wail Bamhair

Project Manager au KA.CARE
(mai 2013)



Des sources d'énergies alternatives, ne pouvant cependant être qualifiées de renouvelables, sont à l'étude. 16 réacteurs nucléaires devraient être construits d'ici 2032 et l'exploitation du gaz de schiste est envisagée.

pays. 5.000 km de pipelines desservent les villes. Un doublement de la capacité grâce un budget de 70 milliards d'USD est envisagé, même si l'Arabie saoudite est déjà le premier producteur mondial pour cette technique.

3.2.3 L'OR BLEU, PRÉCIEUX AU PAYS DE L'OR NOIR

L'eau est rare en Arabie Saoudite. Ce pays désertique ne compte en effet aucun cours d'eau permanent. Il a fallu construire un nombre considérable de barrages pour conserver au mieux les eaux de pluie et protéger les nappes phréatiques, qui s'épuisent dangereusement.

La consommation d'eau annuelle est d'environ 265 litres pour chaque habitant, soit deux fois plus que la moyenne mondiale. Des mesures sont prises par le gouvernement pour limiter l'utilisation de l'eau. Entre 2012 et 2020, La National Water Company aura investi 66 milliards d'USD dans des initiatives relatives à cette thématique.

La raréfaction des ressources en eau et la nécessité de les préserver ont intensifié l'intérêt pour les innovations techniques en matière de dessalement, de réutilisation des eaux usées, d'efficacité des réseaux... Le royaume compte aujourd'hui 30 usines de dessalement d'eau de mer, qui fournissent la moitié de l'eau potable du

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◇ Traitement des eaux (usées)
- ◇ Energies solaires
- ◇ Energie éolienne
- ◇ Pompes
- ◇ Boilers
- ◇ Systèmes de désinfection d'eau
- ◇ Filtres
- ◇ Systèmes d'aération
- ◇ Turbines à vapeur et à gaz
- ◇ Services de maintenance
- ◇ Ecumeurs de pétrole (oil skimmers)
- ◇ Traitement antiodeur
- ◇ Equipement de détection
- ◇ Produits anticalcaire
- ◇ ...

3.3 SOINS DE SANTÉ

Le recours aux soins de santé est de plus en plus fréquent en Arabie saoudite, une tendance expliquée par la combinaison de trois facteurs :

- ◆ la croissance démographique, notamment l'élargissement de la tranche des plus de 60 ans ;
- ◆ la multiplication des maladies liées au mode de vie et au bien-être (obésité, diabète, hypertension, maladies du cœur...) et non contagieuses (cancers, déficiences mentales...) ;
- ◆ le pouvoir d'achat grandissant.



DES SOINS DE QUALITÉ

Le secteur des soins de santé en Arabie saoudite est géré par le Ministère de la Santé, qui dirige 60 % des hôpitaux du royaume, et quelques organismes semi-publics dotés de missions spécifiques. Le secteur privé joue lui aussi un rôle important en fournissant des services de santé de qualité.

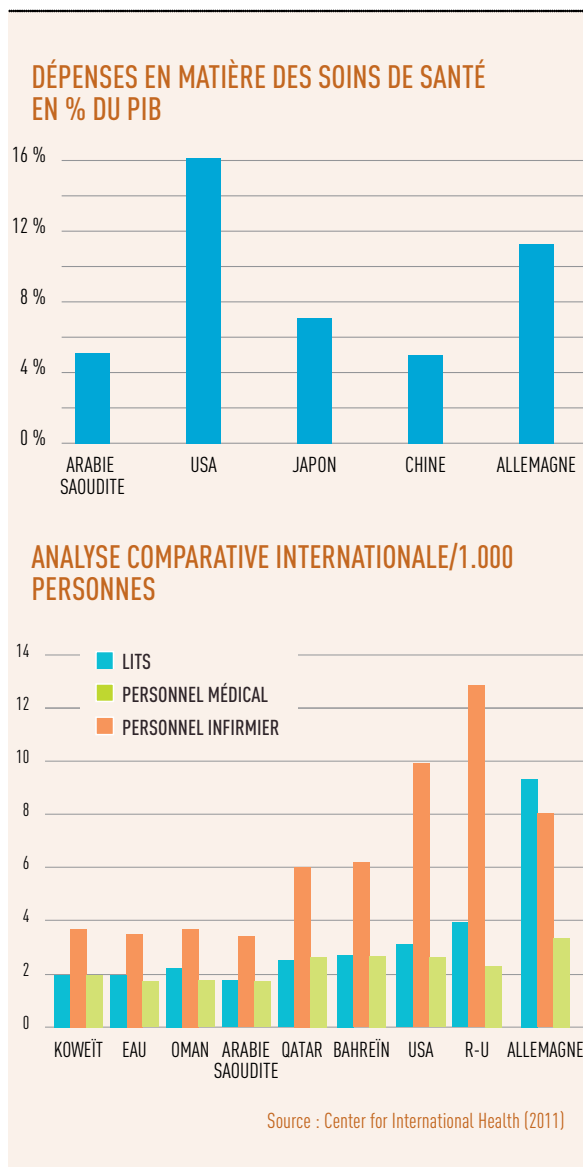
Le gouvernement a implémenté un « two-tier health service plan ». Le premier niveau consiste en un réseau de centres de santé et de cliniques généralistes établis à travers le pays, épaulés par un réseau secondaire d'hôpitaux et d'établissements spécialisés, localisés surtout dans les zones urbaines.

Le royaume est réputé pour ses hôpitaux spécialisés procurant des soins de qualité en obstétrique, en gynécologie, en psychiatrie, dans le cadre des troubles de la vision et des maladies contagieuses. A titre d'exemple, l'hôpital King Khalid Eye Specialist à Riyad est l'un des plus réputés au monde dans son domaine. D'importantes opérations chirurgicales incluant des transplantations de cornée et des procédures de laser y ont été réalisées. Il propose aussi un programme de formation pour ophtalmologistes.

La technologie joue le rôle de levier dans l'amélioration des soins de santé. Doté d'équipements et d'installations modernes, le pays peut se targuer d'avoir le secteur médical le plus développé et le plus avancé technologiquement de la région du Golfe. Des systèmes d'information hospitaliers et cliniques totalement intégrés ainsi que des applications mobiles, sont présentes dans le réseau saoudien.

DES MOYENS EN PROGRESSION

Le budget accordé par le gouvernement au secteur des soins de santé est en progression. Sous la barre des 20 milliards de SAR en 2005, il s'élevait à 88,9 milliards en 2012 et 98 milliards en 2013, soit une nouvelle augmentation de 10,3 %. Cependant en termes relatifs, avec 4,29 % de son PIB consacré aux dépenses en soins de santé (2,7 % d'origine publique et 1,6 % privée), l'Arabie saoudite arrive à peine à la moyenne des pays de l'OCDE. Elle est cependant 2^e des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), derrière le Bahreïn.



Les statistiques nationales indiquent un manque de médecins, d'infirmières et de lits en Arabie saoudite. Ce constat est valable pour l'ensemble des pays du CCG mais l'Arabie saoudite affiche les chiffres les plus bas.

Le gouvernement prévoit l'érection de 12 nouveaux hôpitaux, en plus des 120 déjà en construction qui vont offrir 26.700 lits supplémentaires et ainsi, augmenter de 68 % la capacité actuelle. Il cherche aussi à améliorer l'accès aux soins spécialisés.

Les investissements se focalisent sur les infrastructures, mais également sur la technologie, la formation et la recherche.

There are several elements that are driving the growth of IT healthcare solutions in the Kingdom, such as a large and affluent population that is willing to support the adoption of leading medical systems and practices, a robust ICT sector, and increasing government focus on improving the quality of life of residents and citizens. Industry should capitalize on such an ideal environment to boost IT healthcare research and development and strive to sustain the growth of this important niche segment.

Thomas Reitmayr

Vice-président - Business Development, CompuGroup Medical
(août 2013)



Numerous factors indicate that the Saudi healthcare sector will continue with its rapid growth in the coming years, the most telling of which is the growing desire among the current population to improve their well being. With surging healthcare demand, strong government support, a robust economy and a thriving ICT community, the Kingdom is right on track to become a regional and global leader in IT healthcare systems development and adoption as well.

Mehmet Bilginsoy

Directeur général, CompuGroup Medical
(août 2013)

LE POTENTIEL PHARMACEUTIQUE

Selon un rapport d'Alpen Capital, l'Arabie Saoudite détient le plus large marché du Golfe de produits pharmaceutiques avec une taille de 5,1 milliards d'USD en 2012. Les ventes par tête sont montées à 175 USD par an. D'après l'étude « Saudi Arabia Pharmaceutical Market Opportunity Analysis », le marché des médicaments devrait dépasser les 7 milliards d'USD en 2018.

Cette croissance, observée depuis plusieurs années déjà, est attribuée aux facteurs démographiques, économiques et sanitaires précités. Les initiatives du gouvernement pour la promotion des sociétés pharmaceutiques locales l'ont encore appuyé.

15 à 20 fabricants sont actifs en Arabie saoudite, incluant les filiales de géants pharmaceutiques et les entreprises indigènes, parmi lesquelles on peut citer Spimaco, Jamjoom Pharma, Tabuk Pharmaceutical Manufacturing et Jezzerah Pharmaceutical Industries.



OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- ◇ Médicaments
- ◇ Vaccins
- ◇ Equipements de dialyse
- ◇ Fournitures en dentisterie
- ◇ Instruments de laboratoire
- ◇ Equipements orthopédiques
- ◇ Equipements pour les traitements cardiovasculaires
- ◇ ...

Le pays dépend néanmoins de ses importations de produits pharmaceutiques, essentiellement d'origine européenne, pour rencontrer la demande nationale. La production saoudienne de médicaments est insuffisante et le pays manque d'infrastructures de recherche.

Malgré les progrès, le marché pharmaceutique saoudien est toujours considéré comme émergent. Le gouvernement promeut les investissements étrangers à destination du secteur afin d'aider le développement des compétences des entreprises locales pour la mise au point des médicaments brevetés.

La majeure partie de la production saoudienne est destinée à l'exportation. La production domestique n'intervient qu'à hauteur de 15 % de l'offre totale de médicaments ajoute le rapport Alpen.

En janvier 2013, le Ministre de la Santé a annoncé qu'un budget de 54,4 milliards de SAR serait débloqué pour l'amélioration de l'offre de services à destination des citoyens.

LA BELGIQUE DÉJÀ PRÉSENTE

Notre pays est reconnu par le Forum économique mondial comme l'un des meilleurs fournisseurs au monde en matière de soins de santé.

Un accord de coopération en la matière a été signé entre la Belgique et l'Arabie saoudite en 2011. Il porte sur un montant de 500.000 EUR et couvre un large éventail d'activités, allant du transfert de technologies à la formation de spécialistes.

L'ASBL Healthcare Belgium a été désignée en 2007 par la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB) pour promouvoir notre savoir-faire à l'étranger en valorisant nos compétences universitaires et proposant l'expertise médicale académique et clinique belge. En Arabie saoudite, le but est d'établir des relations à long terme dans les domaines de l'éducation, des technologies médicales et du traitement des patients.





4

RÉUSSITES RÉCENTES

COPRABEL	52
VIGAN	53
BESIX	54
SOLVAY	55
AGFA HEALTHCARE	56
KATOEN NATIE	57

COPRABEL

SECTEUR : PEINTURES

Basée à Wavre depuis 1989, Coprabel SA est une entreprise belge productrice et exportatrice de peintures employant 15 personnes.

Ses deux marques principales sont EASY COLOR® pour les peintures et les vernis en général, comme les peintures pigmentées métalliques « Gold, Bright Gold, Copper et Silver » et NARI® pour les enduits destinés au traitement et à la protection du bois. Ses produits sont utilisés dans des applications variées comme le design d'intérieur, les façades extérieures et la décoration, autant pour les chantiers nouveaux que pour ceux de rénovation.

Coprabel gère également le marketing et l'exportation de matières premières pour le compte de fabricants internationaux de peintures, encres, adhésifs, détergents, pigments, colorants, additifs...

Mis à part le marché belge et des livraisons occasionnelles vers l'Afrique du Nord et l'Europe, toutes les ventes sont destinées aux pays du Moyen-Orient : Arabie saoudite (depuis 1992), mais également Egypte, Koweït, Syrie, Emirats Arabes unis, Maroc, Jordanie, Bahreïn, Liban et Qatar.

Elle assied sa présence au Moyen-Orient grâce à un vaste réseau de partenaires locaux qui gèrent le stockage et la mise sur le marché de ses produits. Elle dispose dans certains pays de ses propres bureaux qui assurent le suivi commercial et juridique.

L'Arabie saoudite représente 68 % du chiffre d'affaires du groupe. Filiale à 100 %, Coprabel KSA est basée à Jeddah et compte trois collaborateurs. Elle est épaulée par quatre distributeurs locaux. Les peintures de Coprabel ont déjà été utilisées pour des travaux de dorure dans plusieurs bâtiments notoires du pays comme des mosquées, des palais ainsi que des résidences.

www.coprabel.com

VIGAN

SECTEUR : DÉCHARGEMENT DES BATEAUX DE CÉRÉALES

VIGAN Engineering S.A. a installé son siège social dans le zoning industriel de Nivelles en 1968. L'entreprise conçoit, fabrique et assemble des équipements pour le déchargement des bateaux de céréales en vrac. La gamme couvre les « pompes à grains » (traitant de 100 à 200 tonnes par heure), les portiques de déchargement par aspiration (jusqu'à 600 tonnes par heure), et finalement des déchargeurs mécaniques (jusqu'à 1.500 tonnes par heure). VIGAN peut décharger des navires de toutes tailles, depuis les péniches sur les canaux en Europe jusqu'aux grands Panamax de 70.000 tonnes dans le monde entier. Leader international dans ce marché de niche, elle réalise aussi des projets clés en main de terminaux portuaires complets comprenant notamment des convoyeurs, des silos, des entrepôts, des appareils d'ensachage...

Depuis sa création, VIGAN a vendu plus de 1.200 machines à travers le monde. Elle est en outre dotée d'un important bureau d'études.

VIGAN exporte 95 % de sa production hors de l'Europe, essentiellement vers les pays du Moyen Orient et d'Afrique. Ses réussites à l'exportation ont été récompensées à plusieurs reprises par les Prix à l'Exportation de l'AWEX en 1998 et en 2010, ainsi que par l'International Bulk Journal Award 2011 auréolée du titre de « Best loading/unloading system ».

VIGAN a récemment vendu six installations pour le compte de la société étatique Grain Silo and Flour Mill Organization (GSFMO), pour une valeur totale avoisinant les 10 millions d'EUR. Les portiques sont en phase de montage sur les sites portuaires de Jeddah, Damman et Jizan. GSFMO a d'autres programmes d'investissement pour sécuriser les importations alimentaires de l'Arabie Saoudite, dont deux nouveaux projets aux ports de Yanbu et de Rabigh, pour lesquels VIGAN se prépare déjà activement.

www.vigan.com

BESIX

SECTEUR : CONSTRUCTION

Fondé en 1909, BESIX Group, qui a connu ces dernières années une croissance soutenue, est aujourd'hui le plus grand nom belge du secteur de la construction. Il se profile désormais comme un groupe multiservices via son expertise en construction, mais aussi dans les concessions et les développements immobiliers. BESIX SA, sa filiale principale, propose des services dans les différentes étapes des projets de construction. La société est également présente en Europe, en Afrique du Nord et centrale, au Moyen-Orient, en Asie centrale, ainsi qu'en Australie. En 2012, BESIX a réalisé un nouveau chiffre d'affaires record de 2,1 milliards d'EUR. Il emploie 18.000 collaborateurs dans 17 pays et sur quatre continents.

BESIX est une enseigne bien connue en Arabie Saoudite. La filiale BESIX Saudi recourt à du personnel saoudien dans la mesure du possible et soutient ainsi activement le développement local et les objectifs de « saoudisation ».

Déjà en 1968, le groupe avait construit des murs de quai dans le port de Damman. Début des années 1980, il a bâti des hôpitaux et des villes médicales à Riyad et à Djeddah pour le compte de la Saudi Arabian National Guard.

Plus récemment, BESIX s'est vu octroyer deux nouveaux projets dans le royaume.

D'une part, la société coréenne Hanwha l'a choisi pour la conception et la réalisation des travaux du terminal maritime de la raffinerie de Jizan, à l'extrême sud du pays.

D'autre part, BESIX a été sélectionné en septembre 2011 par Saudi Aramco pour la construction ('Design & Build') du King Abdullah Sports City (KASC), en partenariat 50/50 avec Al Muhaidib Contracting. Le contrat signé avoisine les 384 millions d'EUR. Situé à Djeddah, le vaste com-

plexe, « précurseur d'une nouvelle génération d'infrastructures sportives », comprend notamment un stade de football d'une capacité de 60.000 places, des terrains d'entraînement, une mosquée, ainsi qu'un parking pouvant accueillir 45.000 voitures.

Le chantier a débuté à l'automne 2011 et devait se terminer fin 2014. Suite à la demande du client sollicitant l'accélération des travaux, le stade, pièce maîtresse de l'œuvre, a été livré le 1er décembre, soit un an à l'avance. Il sera inauguré courant du printemps 2014.

www.besix.com



Completion was due for October 2014, but Aramco asked us to accelerate, and after several months of discussions we finally signed a contract agreement to commit to November this year, so there should be football in the stadium by the end of year.

Philippe Dessoy

General Manager Construction Middle-East (février 2013)



Nous sommes ravis que Saudi Aramco nous ait choisis afin d'ériger ce prestigieux projet qui deviendra certainement une référence à Djeddah. Ce projet est audacieux à bien des égards, mais cela n'a pas été un frein pour BESIX auparavant. BESIX est toujours à la recherche de tels défis en termes de technologie et de délai d'exécution.

Johan Beerlandt

Chief Executive Officer de BESIX Group (novembre 2011)

SOLVAY

SECTEUR : CHIMIE

Solvay, géant industriel internationalement reconnu, est actif dans les domaines chimiques, plastiques et pharmaceutiques. Il propose une large gamme de produits qui contribuent à améliorer la qualité de la vie et la performance de ses clients dans des marchés tels que les biens de consommation, la construction, l'automobile, l'énergie, l'eau, l'environnement et l'électronique. Le groupe, basé à Bruxelles, emploie plus de 29.000 personnes dans 55 pays. Son chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 12,4 milliards d'EUR en 2012.

Saudi Hydrogen Peroxide Company, joint-venture entre la société saoudienne Sadara Chemical Company et le groupe Solvay, a annoncé en septembre 2013 la construction d'une gigantesque usine de peroxyde d'hydrogène (H₂O₂). Elle sera implantée au cœur du méga-complexe chimique de Sadara, dans la cité industrielle de Jubail.

Sa mise en service est prévue en 2015. Dotée d'une capacité de production annuelle de plus de 300.000 tonnes, elle deviendra le premier site de H₂O₂ du royaume. Le peroxyde d'hydrogène servira de matière première à la génération d'oxyde propylène (OP), qui alimentera ensuite les unités du complexe de Sadara pour la production de polyols et de propylène-glycol.

L'installation sera la troisième du genre pour Solvay, qui exploite déjà deux usines à Anvers et à Map Ta Phut en Thaïlande, de capacités annuelles de respectivement 230 et 330 kilotonnes.

www.solvay.com



We are delighted to be partnering with Solvay, a global leader in HP, to build this world scale plant to feed our PO, PO derivatives and Polyurethane business. This partnership will provide us with a stable and reliable supply of a key raw material which is critical to support our Polyurethane-based customers and downstream value chains.

Ziad Al-Labban
CEO de Sadara
(septembre 2013)



We are proud to establish the first HP manufacturing activity in the region with our leading technology and look forward to meeting future demand of the local HP market.

Pascal Juery
Président de l'activité «Essential Chemicals» de Solvay
(septembre 2013)

AGFA HEALTHCARE

SECTEUR : IMAGERIE MÉDICALE

Agfa-Gevaert est une entreprise belge, basée à Mortsel en Flandre, issue de la fusion des sociétés Agfa (Allemagne) et Gevaert (Belgique) en 1964. Elle fabriquait à l'origine des pellicules et du papier photo, ainsi que du matériel de photographie et de cinéma amateur. Elle s'est par la suite reconvertie dans l'industrie de l'imagerie. Le groupe est aujourd'hui organisé en trois branches d'activité : Agfa Graphics, Agfa Speciality Products, et enfin Agfa HealthCare, couvrant l'imagerie médicale.

Agfa HealthCare fournit des systèmes à la pointe de la technologie aux hôpitaux et aux centres de soins pour leur permettre la saisie, le traitement et la gestion des images de diagnostic, ainsi que des solutions informatiques qui intègrent la chaîne graphique dans le fonctionnement global des établissements du secteur à travers leurs différents services.

Outre l'imagerie médicale, cette branche est active également sur le marché très prometteur des systèmes d'information intégrés, qui couvrent l'ensemble des métiers de la santé et grâce auxquels les centres de soins gagnent en efficacité et enregistrent de meilleurs résultats pour les patients.

Agfa HealthCare a réalisé un chiffre d'affaires global de 1,2 milliard d'EUR en 2012 avec un effectif de plus de 5.500 personnes. Il est présent dans une centaine de pays via ses bureaux de vente et ses représentants.

En novembre 2012, la société a signé un contrat pour la distribution de ses produits avec la compagnie saoudienne Gulf Medical, basée à Jeddah et dotée de différentes filiales dans toute la région du Golfe. Cet accord a contribué à asseoir la renommée d'Agfa HealthCare en Arabie Saoudite et dans les états voisins.

Quelques mois plus tard, le 13 mai 2013 précisément, le groupe a inauguré une nouvelle entité : Agfa HealthCare Saudi Arabia Company Ltd, basée à Riyad. En ouvrant une entité légale

dans le royaume, la société belge veut capitaliser sa large expérience avec ce dernier dans les secteurs IT et médical. Il espère ainsi répondre mieux encore aux besoins de ses clients saoudiens et augmenter sa part de marché.

www.agfahealthcare.com



Agfa HealthCare is committed to expanding its presence and visibility throughout this very important region. The decision to open a new subsidiary in the country comes in line with our strategy for growth and development.

Zyad Neil Benaissa

Managing Director Agfa HealthCare Solutions LLC, Middle East
(avril 2013)



Our goal is to maintain and improve customer satisfaction amongst our customers in the Kingdom of Saudi Arabia by providing strong support processes and working side by side with our customers to introduce and implement the latest state-of-the-art products and services. Having a permanent and continuous presence in this major market is an important step in achieving our plans.

Mustafa Hamdy

General Manager, Agfa HealthCare Saudi Arabia Company Ltd
(avril 2013)

KATOEN NATIE

SECTEUR : LOGISTIQUE

Lors de sa création à Anvers en 1854, Katoen Natie était spécialisée dans le traitement du coton. Après la Seconde Guerre mondiale, le groupe a diversifié son éventail de services en se lançant dans le stockage et dans ses propres activités de transport. Il a ensuite commencé progressivement à manipuler et transporter d'autres produits.

Ces quinze dernières années, Katoen Natie a connu une forte expansion internationale, grâce à de larges investissements et d'importantes acquisitions. Il s'affiche aujourd'hui comme un leader mondial, fort de ses 154 plateformes et centres de distribution répartis dans 32 pays et employant quelque 10.200 travailleurs.

Le métier de Katoen Natie est de « *fournir des solutions logistiques mondiales intégrées et sur mesure à des clients-partenaires* ». Ces derniers sont essentiellement des multinationales actives dans les secteurs de la chimie, de l'automobile et des biens de consommation.

Les services logistiques offerts couvrent toutes les étapes de la vie d'un produit fini : entreposage et stockage, emballage et conditionnement, transport et distribution, nettoyage et réparation. De plus, Katoen Natie est également spécialisée dans l'ingénierie de procédés et de projets, dans les opérations portuaires, ainsi que dans le commerce électronique.

En mars 2008, Katoen Natie Khonaini, joint-venture entre le groupe Katoen Natie et la société saoudienne Khonaini International Company, est inaugurée à Jubail. Elle propose un éventail complet de services logistiques à l'industrie pétrochimique locale : ensachage, manutention de containers, entreposage... Elle endosse également l'entière responsabilité de l'organisation et de la gestion du transport, du dédouanement ou encore de l'expédition.

www.katoennatie.com



The background image shows the vast interior of the Prophet's Mosque in Medina, Saudi Arabia. It features a series of large, white, umbrella-like structures supported by ornate columns, creating a series of vaulted ceilings. The floor is highly polished and reflects the light. People are seen walking through the courtyard. The architecture is a blend of traditional Islamic and modern design.

5

ADRESSES UTILES

5.1	EN BELGIQUE	60
5.2	EN ARABIE SAOUDITE	61
5.3	SITES À CONSULTER	62

5.1 EN BELGIQUE

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS (AWEX)

Place Saintelette, 2

1080 Bruxelles

☎ +32 2 421 82 11

☎ +32 2 421 87 87

mail@awex.be

www.awex.be

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Avenue Louise, 500, boîte 4

1050 Bruxelles

☎ +32 2 800 40 00

☎ +32 2 800 40 01

info@brusselsinvestexport.be

www.brusselsinvestexport.be

FLANDERS INVESTMENT AND TRADE (FIT)

Boulevard du Roi Albert II, 37

1030 Bruxelles

☎ +32 2 504 87 11

☎ +32 2 504 88 99

info@fitagency.be

www.flandersinvestmentandtrade.be

AMBASSADE D'ARABIE SAOUDITE EN BELGIQUE

Ambassadeur :

M. Abdulrahman Sulaiman ALAMED

Avenue Louise, 326 - Blue Tower

1050 Bruxelles

☎ +32 2 649 20 44

☎ +32 2 647 24 92

beemb@mofa.gov.sa

www.mofa.gov.sa

ABLCC ARAB-BELGIAN-LUXEMBOURG CHAMBER OF COMMERCE

Président : M. Johan BEERLANDT

Secrétaire général : M. Qaisar HIJAZIN

Rue Mignot Delstanche, 60

1050 Bruxelles

☎ +32 2 344 82 04

☎ +32 2 347 57 64

info@ablcc.org

www.ablcc.org

5.2 EN ARABIE SAOUDITE

AMBASSADE DE BELGIQUE À RIYADH (AMBABEL)

Ambassadeur : M. Marc VINCK
Diplomatic quarter Main Road 2 - Lot A2
Riyadh 11693
P.O. Box 94396
☎ +966 11 488 28 88
+966 505 693 459 (en cas d'urgence)
☎ +966 11 488 20 33
riyadh@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/riyadh

CONSULAT DE BELGIQUE À RIYADH

Consul : Mme Birgit DAUW
☎ +966 11 488 28 88
☎ +966 11 488 20 33
birgit.dauw@diplobel.fed.be

CONSULAT HONORAIRE DE BELGIQUE À JEDDAH

Consul honoraire : M. Hassan I. ALKABBANI
P.O. Box 5338
Jeddah 21422
☎ +966 12 667 20 00 ext 315
☎ +966 12 665 80 79
hconsul@alkabbani.com

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Attaché économique et commercial :
M. Jean-Jacques MANIGART
c/o Embassy of Belgium
Diplomatic quarter Main Road 2 - Lot A2
P.O. Box 94396
Riyadh 11693
☎ +966 11 480 86 11 ou 14
☎ +966 11 480 86 15
riyadh@awex-wallonia.com
belgawex@gmail.com (big mails & local use)

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Bruxelles Invest & Export ne dispose pas d'attaché économique et commercial propre en Arabie saoudite. Les entreprises bruxelloises souhaitant un soutien dans ce pays peuvent néanmoins s'adresser à l'attaché économique et commercial de FIT, M. Kristoffel CASTELEIN.

FLANDERS INVESTMENT AND TRADE

Attaché économique et commercial :
M. Kristoffel CASTELEIN
c/o Embassy of Belgium
Diplomatic quarter
P.O. Box 94396
Riyadh 11693
☎ +966 11 480 17 60
☎ +966 11 480 17 64
riyadh@fitagency.com

5.3 SITES À CONSULTER

Portail national
www.saudi.gov.sa

Ministère des Affaires Etrangères
www.mofa.gov.sa

Ministère de l'éducation
www2.moe.gov.sa/english/Pages

Ministère de l'éducation supérieure
www.mohe.gov.sa

Ministère de la santé
www.moh.gov.sa/en/Pages/Default.aspx

Ministère de la culture et de l'information
www.saudinf.com

Ministère des finances
www.mof.gov.sa

Ministère de l'intérieur
www.moi.gov.sa

Ministère de l'eau et de l'électricité
www.mowe.gov.sa

Ministère du commerce et de l'industrie
www.mci.gov.sa/en/Pages/Default.aspx

Autorité portuaire
www.ports.gov.sa

Autorité générale pour l'investissement (SAGIA)
www.sagia.gov.sa

Banque centrale de l'Arabie saoudite
www.sama.gov.sa



6

SOURCES



Agence wallonne à l'exportation et aux
Investissements étrangers
www.awex.be

Bruxelles Invest & Export
www.bruxellesinvestexport.be

Flanders Investment and Trade
www.flandersinvestmentandtrade.be

SPF Affaires étrangères
www.diplomatie.be

Groupe Credendo
www.credendogroup.com

Organisation mondiale du Commerce
www.wto.org

Fonds monétaire international
www.imf.org

Organisation de coopération et de
développement économiques
www.oecd.org

Banque mondiale
www.worldbank.org

The Economist Intelligence Unit
www.eiu.com

Forum économique mondial
www.weforum.org

France Diplomatie
www.diplomatie.gouv.fr

Exportation Développement Canada
www.edc.ca

US Commercial Service
www.trade.gov/cs/

Switzerland Global Enterprise
www.switzerland-ge.com

Planet Expert
www.planet-expert.com

Le Moniteur du Commerce international
www.lemoci.com

L'Echo
www.lecho.be

La Libre
www.lalibre.be

Agence internationale de l'énergie
www.iea.org

U.S. Energy Information Administration
www.eia.gov

Central Intelligence Agency
www.cia.gov

Eurostat
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

Wereldwijd
www.flanderstrade.be/site/wwwnl.nsf/wereldWijsArchief

Diploweb
www.diploweb.com

Colliers international
www.colliers.com/en-us

Healthcare IT News
www.healthcareitnews.com

Reuters
www.reuters.fr

Journal du Net
www.journaldunet.com

Ernst & Young
www.ey.com

The Saudi Gazette
www.saudigazette.com.sa

Arab News
www.arabnews.com

Construct Arabia
www.constructarabia.com

Saudi Arabian Market Information Resource
(SAMIRAD)
www.saudinf.com/index.htm

AME Info
www.ameinfo.com

Séminaire organisé par la Chambre de Commerce
Pays Arabes-Belgique-Luxembourg
« *Doing business with Arab Countries: Theory and Practice* »
SGS, Anvers, 24 septembre 2013

Colloque organisé par le Financial Forum
« *Islamic Banking: An opportunity for Belgium?* »
Banque Nationale de Belgique, Bruxelles,
5 décembre 2013

NOTES



agence pour le
commerce extérieur



agence pour le
commerce extérieur

Agence pour le Commerce extérieur

Rue Montoyer, 3
1000 Bruxelles
☎ + 32 2 206 35 11
www.abh-ace.be



Flanders Investment & Trade
Investments en Flandre - België

Flanders Investment and Trade

Boulevard du Roi Albert II, 37
1030 Bruxelles
☎ + 32 2 504 87 11
www.flandersinvestmentandtrade.be



invest-export.brussels

Bruxelles Invest & Export

Avenue Louise, 500, boîte 4
1050 Bruxelles
☎ + 32 2 800 40 00
www.bruxellesinvestexport.be



Wallonia.be

EXPORT
INVESTMENT

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

Place Saintelette, 2
1080 Bruxelles
☎ + 32 2 421 82 11
www.awex.be

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment and Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclarations mensongères. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : JANVIER 2014

ÉDITEUR RESPONSABLE : MARC BOGAERTS

AUTEUR : NICOLAS PREILLON

GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION (www.cible.be)

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC

CETTE ÉTUDE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE POUR
LE COMMERCE EXTÉRIEUR : WWW.ABH-ACE.BE